



IFRE-USR 3077 du CNRS

Institut de recherche sur le Maghreb contemporain

Bulletin trimestriel

janvier - mars

2 0 1 1

N° 5

LA LETTRE DE L'IRMC

Sommaire

p. 1 Editorial

p. 2 Dossier spécial tunisie

Amel AOUIJ-MRAD, Kmar BENDANA, Mahmoud BEN ROMDHANE, Hassan BOUBAKRI, Morched CHABBI, Larbi CHOUIKHA, Pierre-Noël DENIEUIL, Chérif FERJANI, Abdelhamid HENIA, Houda LAROUCI, Dorra MAHFOUDH, Imed MELLITI, Sihem NAJAR, Hamadi REDISSI, Abdelkader ZGHAL.

p. 13 Axes de recherches ;

- « Vers un entrepreneuriat trans méditerranéen? Les stratégies d'internationalisation des entreprises maghrébines et de réinvestissement des maghrébins d'Europe », par *Sylvie DAVIET*
- Le projet de vie des adolescents marginaux placés dans le centre de réinsertion sociale à Oran (Algérie), par *Khadija MOKEDDEM*
- Penser le corps au Maghreb, par *Monia LACHHEB*

p. 17 Actualités de l'IRMC

- Présentation du cycle de conférences « Sport, culture et société au Maghreb », par *Monia LACHHEB*
- Compte-rendu de la journée d'étude « Public des musées et des lieux d'expositions au Maghreb », par *Charlotte JELIDI*
- Compte-rendu d'atelier « Sciences humaines et sociales en Algérie », par *Pierre-Noël DENIEUIL*

p. 22 Lieux de recherches

p. 23 Informations de la communauté scientifique

EDITORIAL

Les mutations qui viennent de toucher la Tunisie ne seront pas sans impacts sur l'IRMC. Concrètement c'est d'abord une censure (voire une autocensure)

qui va disparaître sur les sites des éditions puis dans les commandes de la bibliothèque, ainsi que lors des surveillances exercées sur les conférences et activités scientifiques. Cela peut ouvrir des possibilités d'édition et d'impression des livres de l'IRMC en Tunisie.

Des perspectives de recherche devraient s'offrir. D'abord un accès plus direct au terrain avec de meilleures conditions d'enquêtes en matière de demandes d'autorisations. Puis un renouvellement de la demande des chercheurs français et maghrébins désirant travailler sur la Tunisie ou sur le Maghreb depuis Tunis. Enfin, cette onde de choc devrait avoir un impact fort sur les dynamiques de structuration des institutions tunisiennes d'enseignement universitaire et de recherche scientifique partenaires de l'IRMC.

L'IRMC a souhaité placer ces événements au cœur de ses prochaines actions scientifiques au Maghreb, et initier des débats et actions (séminaires, écriture d'articles, publication d'ouvrage), sur les thématiques du changement social et politique, de la communication numérique, de la contribution des sciences sociales à l'analyse des crises, et de l'écriture de l'histoire. Un groupe de réflexion est en cours de constitution sur « La révolution numérique en Tunisie ». Un séminaire-table ronde bimestriel s'organise sur « La révolution tunisienne : dénonciation, célébration, reconstruction. Témoignages et questions aux sciences sociales ».

Dans l'immédiat, nous avons tenu à rassembler dans cette première livraison 2011 de La lettre, quelques témoignages « à chaud » sur les événements. Leur variété et leur éclectisme témoignent avec bonheur de la richesse et de la densité de cette belle libération de la parole, que vit actuellement la société tunisienne.

Pierre-Noël DENIEUIL
Directeur de l'IRMC

DOSSIER SPÉCIAL TUNISIE

Trente jours qui changèrent la Tunisie

Sidi Bouzid, chef-lieu de gouvernorat situé au centre-ouest du pays et ville de 50.000 habitants vécut un événement anodin qui se transformera en un véritable drame. Un jeune vendeur de légumes fut bousculé par des employés municipaux qui saisirent son matériel arguant du fait qu'il n'avait pas à s'installer dans le centre de la ville. Devant son refus et ses protestations, il fut giflé par une jeune femme membre de l'équipe municipale de contrôle. En désespoir de cause, il acheta un bidon d'essence et s'immola par le feu. Transféré à Tunis à l'hôpital des grands brûlés, le drame avait suscité une grande émotion dans sa région d'abord, puis dans l'ensemble de la Tunisie, à telle enseigne que le chef de l'Etat rendit visite au jeune vendeur à l'hôpital où il décédera quelques jours plus tard.



©AP Photo/Salah Habibi

Ce sacrifice de Bouazizi fut le point de départ d'une véritable protestation collective avec des manifestations organisées dans de nombreuses villes tunisiennes. D'abord dans les villes du centre ouest (Kasserine, Sidi Bouzid) puis dans celles du nord-ouest (le Kef, Thala etc.), ces manifestations se développèrent jusque dans les zones littorales à Sousse, Gabès, Bizerte, puis à Tunis. Cet embrasement de la population se transforma en un véritable soulèvement visant à travers les slogans, le chef de l'Etat. Ben Ali fut contraint à trois reprises de s'adresser à la population pour menacer et prendre des mesures à l'encontre de ce qu'il considérait comme des actions de déstabilisation. Ses menaces eurent un effet contraire, car les protestations et les manifestations se développèrent de plus belle sur l'ensemble du territoire. Entre-temps des informations

firent état de plusieurs morts dans différentes villes. Durant les deux premières semaines, les morts et les blessés étaient mis sur le compte des forces de police, puis il s'avéra que des tireurs d'élite (Snipers) étaient à l'origine des nombreux morts et blessés. Dans une ultime tentative de convaincre la population de mettre un terme aux manifestations, Ben Ali fit de nombreuses promesses comme celle de donner l'ordre aux forces de police de cesser les tirs à balles réelles, puis pathétique il promit d'appliquer la démocratie, ce qu'il n'avait jamais réalisé en 22 ans de règne, en répétant qu'il avait compris les demandes de la population et qu'il envisageait de créer 300.000 emplois en deux ans.

Ce *mea culpa* perçu par la population dans de nombreuses villes, encouragea les habitants à réclamer la démission de Ben Ali et à juger comme un signe de faiblesse ces pratiques maffieuses de sa belle famille. D'importantes manifestations dans les grandes villes (Sfax, Tunis, Sousse etc.) sonnèrent le glas du dictateur puisque la population tunisienne apprit sa fuite vers l'Arabie Saoudite le 14 janvier soit 3 semaines après la mort de Bouazizi, le jeune vendeur de légumes de Sidi-Bouzid. Le soulèvement de la population tunisienne s'est soldé par une centaine de morts et plus de 400 blessés. Plusieurs membres de la famille des Trabelsi et de Ben Ali furent arrêtés à l'aéroport et devront répondre devant la justice des actes délictueux qu'ils ont commis. En dépit de la fuite du dictateur et de l'arrestation des membres de sa famille, les snipers poursuivirent leurs assassinats durant cinq jours. L'armée en pourchassant les tireurs de la brigade présidentielle, parvint

à les mettre hors d'état de nuire et procéda à l'arrestation de près de 400 tireurs d'élites qui s'étaient repliés au palais de Carthage. Les manifestations et la mobilisation de la population, ainsi que la constitution des comités de quartiers ont contribué à mettre un terme à une dictature féroce, fondée sur le pillage des ressources du pays, et de multiples pratiques maffieuses. Ces résultats bien que rassurants, ne sont pas suffisants dans la mesure où le parti-Etat, le « rassemblement constitutionnel démocratique » n'a pas été dissout et, de ce fait, le gouvernement de transition, regroupe des ministres impliqués dans la mise à sac du pays. C'est pour cela que les manifestations se sont poursuivies réclamant la constitution d'un gouvernement, composé de membres qui n'ont pas été impliqués dans les affaires du dictateur. Cette exigence de la population a été satisfaite et la constitution d'un gouvernement de transition a été réalisée.

En outre, trois commissions chargées de redéfinir les modes de fonctionnement du gouvernement, et de réaliser des enquêtes approfondies sur les affaires de détournement et toutes les activités ayant contribué à détourner les deniers de l'Etat, furent constituées. En dépit de ces dispositions, un problème de taille, le corps de la police, qui totalise 120.000 membres soit trois fois les effectifs de l'armée tunisienne qui ne compte que 40.000 soldats et officiers, n'a pas été traité. Parce qu'elle a été le bras armé du dictateur, la police doit être restructurée et ses effectifs réduits afin de se prémunir de toute déconvenue.

Morched CHABBI
Urbaniste, Tunis



© Zoubaïr Souissi - Reuters

La force de l'insoumission

De la révolte de la rue à la révolution des esprits

Les événements vécus depuis le 17 décembre 2010 constituent une véritable « onde de choc » pour l'ensemble des Tunisiens. Il s'en dégage un sentiment de fierté, une dignité retrouvée, d'avoir combattu et écarté Ben Ali seuls, sans leader, sans parti et sans soutiens étrangers. S'en trouve renforcée l'image d'une Tunisie avant-gardiste dans le monde arabe, et qui, après avoir aboli la polygamie, érigé le code du statut personnel, revendique sa liberté d'expression et d'auto-détermination. Ce mouvement valorise les jeunes (« on n'est pas des voyous mais on veut défendre nos valeurs »). Il illustre la mobilisation de toutes les catégories sociales autour de la lutte contre les milices tant dans les quartiers populaires que dans les quartiers chics. Se profile un autre visage du civisme et de la solidarité (« la solidarité nous appartient ») que celui des slogans abstraits de l'État

L'homme de la rue tout comme l'intellectuel, en appellent à une séparation stricte entre l'État et tout parti. Il en ressort une confrontation des « jusqu'au boutistes » refusant la présence d'anciens du RCD au gouvernement, et des « on y va quand même ». Les forums de discussion se sont



installés sur les chaînes de la radio et télévision nationale, invitant des acteurs et observateurs de la société civile, intellectuels, artistes, universitaires et chercheurs, hommes et femmes, de toutes tendances et sensibilités politiques. Des journalistes se questionnent sur leur mission, leur implication dans le mouvement social. Des métiers redéfinissent les contours de leur corporation (avocats, architectes, cinéastes, professions de santé...). Dans les entreprises publiques, des groupes de personnels demandent le départ de leur directeur général et souhaitent renouveler les lignes hiérarchiques.

Il s'agit là d'un mouvement multi-dimensionnel, impulsé par la jeunesse mais auquel participent toutes générations, catégories socioprofessionnelles, et classes sociales. Il faut insister sur la dimension sociale de ce mouvement qui a pris la forme d'une révolte des populations : contre la vie chère, contre le chômage des jeunes et des diplômés, contre les détournements économiques et la corruption financière,

contre la censure de la liberté d'expression et l'autoritarisme politique.

Face au foisonnement de l'expression, plusieurs réclament une pédagogie de la démocratie, un apprentissage de la liberté naissante, estimant « qu'il faut du temps pour un peuple non habitué à la démocratie », et que la « révolution des cerveaux » implique « d'enlever l'autocensure de nos têtes ».

La mobilisation numérique

Dans un contexte de censure de la presse, de mainmise de l'État sur les médias (radio, télévision), d'interdiction de sites internet, et dans l'un des pays les plus connectés d'Afrique, le mouvement tunisien s'est inscrit au cœur de la révolution numérique.

Depuis la rue et avec l'aide des vidéos amateurs (fournies par les téléphones portables) et des ordinateurs, les messages numériques et les blogs ou encore les sites Twitter ou Face book ont relayé les appels à manifester. Ils ont fourni des messages de cyber-dissidence ou de blocage de sites gouvernementaux, puis des commentaires en direct des émeutes. Le 12 janvier, le monde entier a eu connaissance en temps réel de la photo du décès par balle d'un enseignant franco-tunisien à Douz. Les acteurs de ce mouvement ne sont plus seulement dans la rue. Ce sont souvent des jeunes qui l'ont impulsé et qui, depuis leur ordinateur, en parlent le langage (le slogan des manifestants, « Game over »).

Internet s'est imposé comme un nouveau support d'information, de communication et de « résistance » au service d'une « cause ». Ce processus connecte les acteurs politiques de tous bords à la pression de la rue et des médias numériques. On doit y voir une profonde mutation où l'information passe directement de la parole de l'acteur à l'appréciation du spectateur. La communication sur le net a ainsi contourné et démenti les (non) informations de la radio et télévision nationale. Avec l'écueil toutefois d'une information issue de la rumeur et non confirmée, dont le récepteur doit reconstituer la véracité, et un court-circuit du canal du journaliste informateur et du « professionnel » de l'information. A noter le rôle fort de relais en direct de cette « micro-information », joué par la chaîne internationale Al Jazeera.

L'impact sur le métier de chercheur

Dans leurs soucis d'interrogation et d'interprétation des faits sociaux, entre l'analyse scientifique qui nécessite un recul, et l'urgence de l'implication au présent, les sciences sociales sont fortement interpellées par ces événements. Une tradition en ce sens existe à l'IRMC, qui a déjà produit des recherches et des réflexions sur la question



© Zohra Bensemra - Reuters

étudiante, sur les reconfigurations religieuses, les migrations précaires ou clandestines, la crise du travail et de l'emploi, mais aussi sur le développement local et les révoltes ouvrières du bassin minier de Gafsa, puis sur les démocraties autoritaires.

Cette « révolution des esprits » est susceptible auprès des étudiants et chercheurs sur le Maghreb puis le monde arabe et musulman, de renouveler les sujets de recherche objets d'articles, mémoires ou thèses sur des thèmes tels que la transition politique, les notions de revanche sociale, de rumeur, la question des suicides par immolation. Autres thèmes : les solidarités ; les jeunes et le changement social ; Internet et les nouveaux modes de communication ; les révoltes populaires régionales ; les rapports de force entre l'Armée, l'État et la police ; les compromis politiques et le jeu des partis dans les gouvernements de transition ; les relations du social, du politique et du religieux.

Ces événements, au cours desquels les médias ont beaucoup sollicité les chercheurs, interrogent la relation, parfois source de malentendus, entre le journaliste et le chercheur, entre le temps circonscrit de l'événement et le temps long et cohérent de l'histoire.

Ils questionnent aussi les frontières disciplinaires internes aux SHS. Par exemple ils ne sont pas perçus de la même manière par les sociologues, juristes ou politologues qui souhaitent les analyser « à chaud », alors que les historiens prendront plus de recul sur les traces de ce qui est advenu ou sur les leçons du passé. Tout en respectant ces frontières, ces nouvelles recherches gagneront à être abordées dans une perspective comparative entre pays du Maghreb, ou avec l'Égypte. Cette confrontation des expériences internationales avec le vécu de la révolution tunisienne, devrait contribuer à un dialogue approfondi et à un renforcement de la coopération au sein de la communauté des chercheurs en sciences sociales.

Pierre-Noël DENIEUIL

Sociologue, IRMC, Tunis

DOSSIER SPÉCIAL TUNISIE

Une révolution populaire sans les élites, menacée par les élites

La révolution tunisienne est à l'oeuvre. C'est un moment historique capital pour la Tunisie, mais pas seulement, plein d'émotions et d'espoirs. Les masses populaires tunisiennes sont en train d'inventer une nouvelle manière d'agir sur le plan politique. L'originalité de cette révolution réside dans le fait qu'elle est spontanée, non programmée, et, paradoxalement, pacifique. Un processus involontaire mais largement conscient, conduit dans le désordre des affrontements et des compromis par la masse des anonymes, ne se réclamant d'aucun leadership. C'est



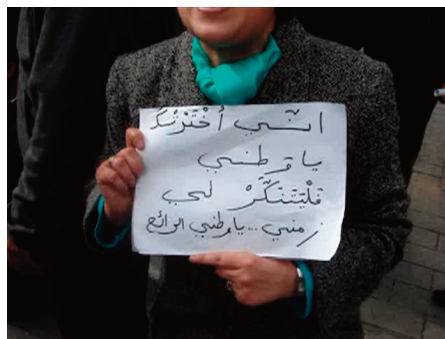
© Martin Bureau - AFP

pour cela qu'elle avance au jour le jour en tâtonnant et au gré des circonstances. Un pragmatisme hautement créateur. Un accord mobilisateur autour d'objectifs communs sans aucune préparation préalable. Tout se passe comme si cet accord ne se fait qu'autour de ce qui bénéficie de l'unanimité de la masse des anonymes. Nous assistons, là, à une leçon magistrale et originale dans la manière de la construction de l'accord au sein d'une société.

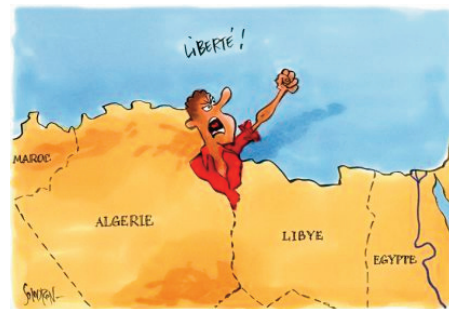
Penser ce mouvement et s'échanger des idées sur ce plan est une manière d'aider à réaliser une meilleure intelligibilité de ce moment historique. Le devoir nous appelle tous pour contribuer à cet effort intellectuel. Il faut militer pour empêcher l'avortement de cette révolution salutaire pour le peuple tunisien, pour ne pas retomber de nouveau dans la dictature, dans le culte de la personnalité et la centralité de la pensée unique. Pour ce faire, il me semble qu'il est utile de militer pour un régime politique parlementaire qui coupe court à toute tentative de monopole de l'exercice du pouvoir par une seule personne comme ce fut le cas au temps de Bourguiba et de Ben Ali. Plus question de laisser surgir un nouveau président qui finira forcément par rééditer les épisodes de Bourguiba et de Ben Ali.

Il ne faut pas oublier que notre pays est fortement marqué par la domination des élites. Ces dernières tendent à imposer leur dictat en favorisant l'unicité en tout (dans le domaine politique et culturel plus particulièrement). Je sais que le mot élite est polysémique. Je l'utilise ici pour désigner la (ou les) catégorie sociale qui s'auto désigne comme telle et se donne le droit de diriger le peuple jugé par elle comme étant incapable de décider seul de ce qui lui convient ou ne lui convient pas. Ce peuple (*sha'b*) très valorisé par le poète Abulkacem El Chabbi et par le syndicaliste Farhat Hached, est devenu progressivement depuis l'indépendance objet de stigmatisation par ces mêmes élites. Nous savons tous aujourd'hui ce que signifie dans le milieu élitiste des catégories comme « populaire ».

Ces élites sont le produit, qu'on le veuille ou non, d'une forte hiérarchisation de la société. Rappelons-le : notre société est l'une des sociétés les plus hiérarchisées dans le monde arabe. C'est cette hiérarchisation qui a généré des élites très soudées – malgré les apparences – et surtout très conscientes de leur intérêt. Elles se sont concentrées pour l'essentiel à Tunis avec des assises solides dans les villes de l'intérieur. Ces élites (soudées et centralisées), fonctionnant sous le mode de l'unicité (ne l'oublions surtout pas), ont tout fait pour renforcer les conditions de la centralisation politique et du monopole de l'exercice du pouvoir. Il y va de leur propre intérêt. Les rivalités que l'on décèle au sein des élites sont commandées par des contradictions mineures dues à une compétition interne pour le monopole de l'exercice du pouvoir sans plus. Dans tout cela, le peuple (représenté de nos jours par ce qu'on appelle les classes moyennes) ne constitue dans la stratégie de ces élites que le milieu d'où l'on recrute des « clients »



© IRMC



© Sondron, « La Tunisie en route pour la démocratie »

potentiels pour asseoir leur monopole de l'exercice du pouvoir et surtout renforcer leurs assises respectives au sommet de la hiérarchie politique.

C'est ce peuple aujourd'hui qui dit non à ces élites (toutes catégories confondues), et ce sont ces mêmes élites qui manoeuvrent maintenant pour récupérer les acquis de la révolution populaire et reprendre le pouvoir qu'elles sont sur le point de perdre pour toujours. Nous sommes à un moment critique où tout peut basculer dans l'un ou l'autre camp. Les jeux sont-ils faits ? J'ai encore confiance dans la volonté de ce peuple qui a affirmé, et continue à le faire, sa volonté de prendre son propre destin en main. Mais le risque de perdre tout, est grand. Il réside dans la manipulation de ce peuple qui reste, malgré tout, non encadré par des personnes intègres et surtout non élitistes. L'enjeu maintenant est de dénoncer ouvertement le jeu de ces élites jalouses de leur pouvoir. Pour cela, je pense que le mouvement populaire ne doit pas cesser sa pression et doit être prêt à tout moment à contrer toutes les manipulations. Le rôle des intellectuels (non élitistes) est de soutenir l'élan populaire en contribuant à le penser. Il faut une totale congruence avec ce mouvement populaire : se laisser guider par lui pour le soutenir, autrement dit juste l'accompagner dans sa démarche. Car ce mouvement populaire a prouvé sa maturité. Il est très lucide, en tout cas mieux que tous les intellectuels tunisiens jusque-là. Cessons de donner des leçons à ce peuple si mur et si intelligent et efficace.

Abdelhamid HÉNIA
Historien, université de Tunis

Pour un renouveau politique du lien social

Des enquêtes menées dans les années 2000 sur les questions du micro-crédit et du lien social en région tunisoise, revues après les événements, me conduisent à m'interroger sur quelques questions de fond : les associations vont-elles cesser d'être le produit de l'administration ? Les politiques publiques vont-elles continuer à multiplier des programmes d'interventions mal connectés à la société civile ? Les responsables administratifs pratiqueront-ils toujours la « langue de bois » ? Les chercheurs en politiques publiques et sociales continueront-ils à rencontrer tant d'obstacles lors de la conduite de leurs enquêtes de terrain en matière de demande d'autorisation et de contrôle des objectifs et des enquêtes ?



© AFP

Parler de société civile suppose « une forme de coupure entre un univers « politique » et un monde « civil » » (De maillard, 2002). Ce n'est pas le cas en Tunisie, où les politiques publiques ont étouffé la société civile. L'Etat contrôlait la liberté d'association (il fallait un visa du ministère de l'intérieur), au point que seules subsistaient des associations (professionnelles, patrimoniales, culturelles et

sportives) appendices de l'Etat ou du RCD. Il a aussi cherché à contrôler le financement extérieur des ONG internationales. La culture associative dont la base est la démocratie participative apparaît dorénavant incompatible avec un système politique hiérarchisé et « descendant ». Plus encore, l'Etat a tenu à neutraliser toute tentative associative en imposant sa propre « gouvernance » à la société civile, en créant ses propres associations (d'octroi de crédits aux entrepreneurs) qu'il nommait « ONG ». Ses politiques ont fonctionné par l'accumulation de toute une panoplie institutionnelle (programmes de développement urbain ou rural, création de l'ANETI, Fond de l'emploi 21/21 etc...) comme des « réseaux de consolidation » (Camau, Geisser, 2003), qui venaient renforcer la crédibilité d'un Etat se voulant « animateur » (Donzelot, 1996). Cette « étatisation du social » se traduisait par une inflation de structures à étiquette « solidarité » (Banque tunisienne de solidarité sociale, Fond national de solidarité) envers les catégories les plus démunies, ou les diplômés du supérieur au chômage. Ces mêmes catégories lors des émeutes de 2010/2011, se sont retournées contre cette instrumentalisation du social, à laquelle ils n'ont plus fait confiance. Les causes de cette crise de confiance se situent aussi dans la lourdeur des procédures administratives d'octroi de soutiens, leur inefficacité (aides insignifiantes et très clientélistes), et l'absence de compétences locales des responsables administratifs. Il est à souhaiter pour l'avenir que les structures étatiques

d'aide à l'emploi se simplifient et soient mises au service d'une efficacité locale moins procédurière et plus proche des besoins réels des populations.

Enfin, la langue de bois doit disparaître. Les termes employés en matière de développement sont ambivalents : les « ONG » n'en sont pas, la liberté associative est affichée mais contrôlée, la décentralisation n'est même pas une déconcentration et, les événements l'ont montré, les régions sont restées abandonnées. L'appellation « développement local » reste toujours celle du ministère de l'intérieur... Il en est de même pour la notion de gouvernance (en réalité négociation consensuelle) utilisée à tort. C'est aussi le cas de la privatisation avec son apparence de passation de relais au secteur privé mais conçue plutôt comme moyen de renforcement de l'autorité de l'Etat. Jusqu'au terme de démocratie, positivement évoquée par *La Presse* au lendemain du discours de Ben Ali. On souhaiterait que le langage politique soit moins emphatique et plus « vrai », et que les politiques, mais aussi les administratifs, ne jouent plus avec le sens des mots et cessent d'en faire des « coquilles vides ». Durant la période Ben Ali, c'était au chercheur de décrypter l'ambiguïté de cette instrumentalisation du langage. C'est à cette vigilance que nous, enseignants chercheurs en sciences sociales, devons appeler.

Houda LAROUSI

Sociologue, INTES, Université Tunis Carthage

La révolte du peuple à l'heure des TIC : la communication « engagée », une puissance révolutionnaire ?

Il est difficile, me semble-t-il, de penser la « Révolution de la dignité », en dehors de son ancrage culturel. Notre ère est celle de la culture numérique qui a prouvé qu'elle est capable, non seulement, de bouleverser les mœurs et les mentalités, mais aussi de constituer un instrument efficace permettant de renverser le pouvoir totalitaire en place. L'un des aspects qui ont fait la singularité de la révolution tunisienne est, sans conteste, la capacité de ses protagonistes à faire bon usage des TIC. Bien qu'il s'agisse d'un lieu commun, il importe de rappeler que ce sont la téléphonie mobile, qui s'est substituée à l'appareil photo, et l'Internet, en l'occurrence le réseau social *Facebook*, qui sont, en quelque sorte, les armes de cette

révolution. Qui dit que les révolutionnaires sont désarmés n'a certainement rien compris des rapports de force qui ont transformé la donne politique et sociale en Tunisie.

Loin de faire le panégyrique des TIC, il est important de reconnaître que la communication engagée constitue un moyen de mobilisation sociale et politique, donnant ainsi une nouvelle allure au processus révolutionnaire. Le cyber activisme, engagé par des acteurs d'ici et d'ailleurs, a été le leitmotiv de cette révolution de la dignité, à telles enseignes que les TIC sont considérées comme étant un danger qui menace les régimes totalitaires. Le spectre numérique est de plus en plus pourchassé par ceux qui tiennent à préserver leur autoritarisme.



Nous retiendrons de cette expérience révolutionnaire singulière trois aspects essentiels. Tout d'abord son caractère imprévisible et contingent ; ensuite son essence populaire, en tant que révolution à l'origine acéphale et, enfin son statut d'observatoire révolutionnaire dans la région.

Sihem NAJAR

Sociologue, IRMC, Tunis

DOSSIER SPÉCIAL TUNISIE

Au-delà de la douleur

Tuer un homme pour sauver le monde, ce n'est pas agir pour le bien du monde. S'immoler soi-même pour le bien du monde, voilà qui est bien agir (Confucius).

Ceux qui, aujourd'hui, se plongent dans les volumineux dossiers laissés par leurs prédécesseurs ministres, ceux qui entament avec foi et énergie la (re)construction de notre pays ou l'instruction de dossiers d'inculpés qui se croyaient « pas comme les autres », ceux qui planchent studieusement sur des articles de lois, des droits bafoués et des délits d'initiés, ceux qui accumulent avec générosité les initiatives citoyennes qu'ils découvrent ou redécouvrent avec bonheur, tout comme ceux qui ergotent en refaisant la Tunisie autour d'un café, ceux qui écrivent et répondent sans se lasser sur autant de murs virtuels à autant d'amis tout aussi virtuels, ceux qui se rendent compte qu'ils n'avaient jamais réellement saisi la portée du mot « liberté » sauf à l'envier aux français devant un spectacle des « Guignols de l'info » ou une page du « Canard enchaîné », devraient se promettre en cette fin de mois de janvier historique de ne jamais oublier.

Ne jamais oublier tous ces courageux suicidés, aubes de vies désespérées, partis en cendres ou électrocutés, qui réveillèrent brutalement une population embrigadée ; ne

jamais oublier ces innocents, acteurs ou spectateurs d'un juste soulèvement, aux vies arrachées par quelque balle minutieusement et traîtreusement tirée; ne jamais oublier les images de profonde misère et de dénuement absolu, découvertes avec honte et incrédulité sur un écran de télévision; ne jamais oublier nos frères citoyens venus de loin, transportés par un idéal et mus par une maturité politique insoupçonnée, pour camper de longues nuits devant un symbole de pouvoir décrié ; ne jamais oublier le puissant élan de solidarité qui fit que l'on se sentit réellement tous tunisiens face à un danger commun.

Ces quelques jours nous ont appris et mûri bien plus que deux décennies de peur, d'oppression, de mutisme et d'injustices rentrées. Le tourbillon du quotidien, inévitable, devra toujours laisser intact la profondeur de leur impact. La construction d'un pays plus juste et plus libre ne peut se faire qu'en souvenir de ceux qui les ont initiés, en ont porté la flamme qu'ils crièrent, hurlèrent, scandèrent jusqu'à se sacrifier au plus profond de leur être, jusqu'à donner leur vie.

Si cette révolution qui n'a rien du jasmin car c'est tout simplement celle d'un peuple



© IRMC

opprimé et que l'on croyait brisé, relayé par une Toile gigantesque doit, une fois ses cruelles et réelles souffrances apaisées, faire émerger de la terre rougie par le sang, quelque chose pour nos enfants, qu'il ne s'agisse alors que de liberté, d'égalité, de solidarité et de dignité. Tout le reste n'est que futilités. L'ambition politique qui ne saurait disparaître, les luttes partisans qui doivent devenir une réalité, la vigilance constante pour préserver nos acquis ne devront jamais plus remiser les valeurs vraies et les réalités d'un peuple.

Amel AOUIJ MRAD

Juriste, université de Tunis-El Manar

Pour le droit à la reconnaissance ...

La « révolution » tunisienne a pris de vitesse citoyens et politiques, observateurs et intellectuels. Comment expliquer qu'un tel séisme politique puisse avoir lieu sans que l'on ait pu entrevoir ses prémices ? Comment donner du sens à une révolution qui s'est produite sans le concours d'un leadership politique proprement dit et sans le ferment idéologique d'un projet de société alternatif ? Comment un événement aussi éminemment politique a pu s'enclencher dans une société qui vit, depuis près de deux décennies, sans politique ou presque ? S'il est sans doute trop tôt pour pouvoir comprendre de manière satisfaisante ce qui est advenu, certains indices de ce qui vient de se dérouler sous nos yeux nous autorisent à risquer quelques réponses provisoires. Je pense à deux épisodes en particulier : le mouvement de protestation des sans-emploi prenant origine dans le geste sacrificiel public de Mohamed Bouazizi qui fut l'étincelle de départ de l'ensemble du processus ; le sitting à la Kasba, en face du

Palais du gouvernement, des jeunes issus des régions intérieures défavorisées appelant à la démission du premier gouvernement post-révolutionnaire de Ghannouchi et à la dissolution du RCD.

Si les retombées politiques du suicide public de Mohamed Bouazizi relèvent d'une alchimie que l'on peut difficilement saisir sans une enquête historique minutieuse, ce geste symbolique fondateur ne fait qu'exprimer de manière paroxystique un malaise partagé et une grogne collective souterraine qui ne cessaient de faire bouler de neige depuis longtemps. Ce geste ne vient pas seulement faire écho à d'autres antécédents, dont le suicide protestataire antérieur d'un autre « désespéré » à Monastir et, en particulier, à ce mouvement suicidaire collectif moins assumé que représentent les départs sur les embarcations de la mort de milliers de jeunes cherchant à rallier clandestinement la rive nord de la Méditerranée ; il prolonge un état de mal être largement répandu qui couve depuis des



© IRMC

années, une sorte de « panne biographique » vécue douloureusement par une pléthore de jeunes privés d'emploi et qui peinent à accéder aux ressources de reconnaissance sociale que procure le travail. Plus insupportable dans le cas des jeunes diplômés, la crise de l'emploi n'a cessé d'interpeller sur la validité des modèles de justice instaurés par l'Etat postcolonial et bâtis, en partie, autour du principe de la méritocratie scolaire. En fait, et dans une

optique plus large, la mise en danger de ces modèles de justice achoppe à la question de l'égalité des chances, dans une société où les privilèges de rang et de statut de naissance ont été battus en brèche par le procès de modernisation et suscitent majoritairement aujourd'hui de l'indignation.

Quant au sitting de la Kasba, il relève lui aussi d'une autre forme d'exigence de reconnaissance. En couvrant les murs du Palais du gouvernement et des ministères alentour de graffitis et de slogans qui célèbrent le noms de leurs bourgades, longuement abandonnées par les élites politiques de la Tunisie indépendante et laissées pour compte par les plans successifs de développement (Mazzouna, Rgab, Menzel Bouzayyan, Sidi Ali Ben Oun, etc.), et en dressant leurs tentes aux portes du Premier ministre, ces jeunes d'origine rurale et modeste ont parlé d'une même voix pour revendiquer le droit à une citoyenneté réelle qui implique l'accès à un certains nombre de

ressources fondamentales et, avant cela, la capacité de faire entendre leur préoccupation particulière dans la sphère publique. A travers leur geste, c'est la misère on ne peut plus visible de la marge qui est venue investir la superbe du centre.



© IRMC

Cela dit, s'il est tout à fait possible de formuler quelques conjectures concernant le terreau dans lequel a pris naissance le ras de marée populaire qui a emporté le régime de Ben Ali, une énigme persiste : comment les différentes formes de mécontentement et de frustrations générées par vingt ans d'autoritarisme politique et d'injustice sociale ont pu s'exprimer dans un idiome politique audible et mobilisateur dans un pays où la politique n'était plus, et depuis longtemps, que souvenir ?

Imed MELLITI
Sociologue, ISSHT, Tunis

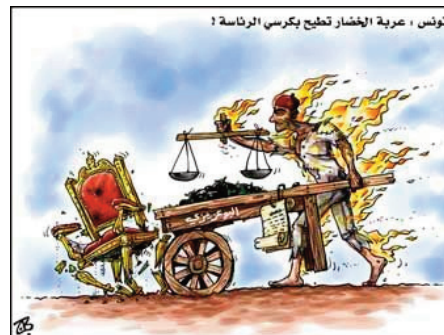
Une onde tsunamique

Nous devons distinguer entre l'acte de Bouazizi et la mobilisation générale qui s'en est suivie. Bouazizi a commis cet acte d'immolation parce qu'il n'a pas été reçu par une autorité locale, après avoir été frappé et insulté par une femme agent de police ou municipale. D'après sa sœur, dans la région, un homme frappé doit porter la robe et c'est là l'extrême limite de l'humiliation. Mais ce n'est pas cela qui a déclenché son acte, c'est lorsqu'on a refusé de le recevoir, le refus de parole. Bouazizi a un niveau bac, il veut laisser sa sœur faire des études, dans sa région il devrait avoir un statut, et contre ce statut il a dû vendre des fruits et légumes. Il pensait pouvoir convertir sa scolarisation, son capital culturel en capital économique, et il n'a pas eu cette possibilité. Car cette conversion exige une capacité psychologique de soumission et des relations sociales. Or Bouazizi n'a pas de relations sociales, dans sa région marginalisée tout est fermé, et il n'accepte pas la soumission clientéliste. Il n'a pas pu gérer la limite de la schizophrénie entre le statut social et les conditions de vie, et il a été conduit au suicide.

Et cela a déclenché un tsunami de mobilisation. Des jeunes qui n'ont pas le même statut que lui se sont identifiés à cet acte. Comme dans un théâtre, ils ont vécu leur expérience personnelle à travers cet acte. Bouazizi n'a pas fait cela pour être imité, mais il a été l'élément déclencheur. Ce n'est

pas lui mais c'est le fait qu'il soit perçu « comme ». Son vécu a été lu comme une tragédie grecque. Il s'en est suivi, Face book aidant, une mobilisation cathartique et générale, qui a touché toutes les catégories sociales. La matrice symbolique de ce mouvement est, accompagnée d'une demande économique, une demande de la libération de la parole, de respect de soi et de dignité, de sortie de cette condition schizophrénique et clientéliste. Le cas est arrivé à un moment de sensibilité générale, et les avocats des régions ont été les premiers à s'identifier à Bouazizi.

Un tsunami est un acte qui noie tout. Rien n'a résisté à cette onde tsunamique. Et c'est



un mouvement interne. Il n'y a pas de chef, il n'a pas un guide, il n'y a rien d'extérieur, il n'est pas pensé à partir d'un projet ou d'une stratégie comme d'autres révolutions. Sa seule dynamique est la demande de respect, une matrice souterraine qui fait avancer

l'ensemble sans acteur qui dirige et organise. C'est la dynamique elle-même qui marche. Personne ne l'attendait mais rien ne peut résister et plusieurs tendent à croire que rien ne peut l'arrêter. Le pouvoir a cédé devant ce mouvement qui balaie tout. Rien n'a pu résister. C'est une révolution de la parole libérée, et l'extraordinaire est qu'elle est contagieuse. Elle a changé l'ordre politique. Ben Ali n'est pas tombé par la faiblesse des institutions mais par la force du mouvement et sans violence. C'est fini, au moins de manière aussi radicale que la révolution française a balayé l'ancien régime.

Il peut y avoir des retournements, c'est fragile, mais on ne peut plus revenir en arrière. Le seul risque, et qui a été évité, était que la révolte des segments les plus radicaux de la jeunesse et de ceux qui n'ont plus aucune perspective de transformer leur capital culturel, entraîne une répression sanglante mobilisant alors l'armée. Scénario qui aurait entraîné l'alliance entre mouvements néo islamistes et néo marxistes, et la prise momentanée du pouvoir par l'armée. Mais l'armée a laissé la police faire son travail. C'est une option qui ne s'est pas déroulée, mais dont les éléments structuraux existent et étaient présents.

Abdelkader ZGHAL
Sociologue, Tunis
(propos recueillis par PND)

DOSSIER SPÉCIAL TUNISIE

Le miracle de la liberté

Le soulèvement populaire qui a abouti en Tunisie à la chute de la dictature nous a tous surpris même si l'on s'y attendait. Pour les personnes de ma génération, celle de l'indépendance, c'est un miracle car nous n'espérions plus voir un jour, la fin du tunnel. Le vertige que nous donne le sentiment de libération est à la mesure de la répression qui nous était imposée depuis des décennies par un système de parti unique puis par un régime policier. Le temps n'est pas encore à l'analyse car les chercheurs, les penseurs les journalistes et les divers acteurs de la société civile qui ne répondaient pas à « la voix de leur maître » étaient réduits au silence, à l'invisibilité, voire à l'humiliation. Dans les sciences sociales notamment, les universitaires et les chercheurs ne disposaient d'aucune liberté. Les institutions de recherches (comme l'Institut National des Sciences de l'Éducation ou le CERES) ont été pendant longtemps vidées de leurs forces vives et réduites à de simples bureaux d'études répondant à des commandes. Privés

de moyens, de structures et de liberté d'action, les sociologues ne pouvaient accéder au terrain, les enquêtes se faisaient presque clandestinement faute d'autorisation, les questionnaires étaient minutieusement examinés et « allégés » de toute information « subversive », les résultats censurés et les recherches restaient dans les tiroirs ou bien n'étaient publiées qu'après de longues années.



© IRMC

Depuis quelques jours les lieux de la ville comme l'avenue Bourguiba deviennent des

espaces mixtes de manifestation, de revendication et de discussion. Des rencontres qu'on pensait difficiles entre générations et milieux sociaux différents se réalisent et les personnes (se) découvrent, par la liberté de parole, un vécu commun. Pour la première fois « La marche des femmes contre les violences, la pauvreté et les discriminations sociales et régionales », le samedi 29 janvier 2011 a réuni côte à côte des hommes et des femmes, des militants de tous âges qui scandaient les mêmes slogans : « Égalité hommes femmes dans la société, dans la famille et dans la politique ».

Les journées houleuses traversées nous ont permis de dépasser la crise de confiance et de redécouvrir la solidarité entre voisins, même dans les zones urbaines où elle semblait avoir disparu. Nous pouvons enfin nous sentir des citoyens tunisiens et l'affirmer avec fierté.

Dora MAHFOUDH

Sociologue, université de Tunis

Pour que d'autres Bouazizi soient épargnés

Dans le formidable élan d'espoir que nous traversons depuis le 14 janvier, nos yeux voient défiler chaque jour des images incroyables, des scènes du réel jamais vues auparavant depuis que nous avons accédé à une vie adulte, depuis que la Tunisie dispose d'une infrastructure médiatique. Des témoignages de tous bords courent sur les vidéos, des reportages tous azimuts sont conduits par mille et un témoins, des caricatures drôles défilent sur nos écrans de télé et d'ordinateur, des sketches décapants nous font rire de milliers d'émissions et de discours subis dans la colère puis enfouis dans un coin de nos cerveaux indifférents. Nos oreilles saturées de langue de bois entendent des mots inventés par les jeunes, découvrent des slogans nés dans la rue, des paroles politiques émanant de citoyens, écoutent des chansons revendicatrices et des refrains recomposés sur des airs familiers. Nos radios sorties du formol nous donnent à interpréter des essais d'analyse d'innombrables interviewés, improvisent des débats entre intellectuels et membres de la société civile qui ne bénéficiaient que des micros de rares médias étrangers. Nos courriels abondent de

messages de sympathie et d'admiration des amis du Maghreb, du Machreq, de France et d'Europe habitués à la prudence pour nous « protéger », d'abord incrédules puis qui se sont mis à croire à ce miracle que nous vivons enfin. Nous recevons des textes, nous envoyons des documents jusque-là interdits, nous rédigeons des commentaires qui étaient impossibles à échanger sans peur et sans risque. Nous nous écrivons enfin nos impressions, nous commençons à exprimer notre joie et notre deuil mêlés, nous relatons nos espoirs et nos angoisses, nous racontons nos attentes et nos craintes. Chaque jour, la peur recule, l'inquiétude s'atténue, la méfiance s'émousse tandis que des idées encore floues se mettent en place, des opinions s'ordonnent et des avis se croisent, engendrant des questionnements sur notre présent, des retours sur les événements depuis l'immolation de Mohamed Bouazizi jusqu'à la folle journée du 14 janvier. Entre l'information immédiate qui se bouscule et nos discussions passionnées, notre passé immédiat apparaît peuplé de trous noirs et notre histoire récente et lointaine pleine de faits connus apparaît comme incomprise dans sa longue durée et non reliée au réel qui



© Fred Dufour - AFP

nous envahit. Dans la houle de faits et d'événements qui nous submerge, nos consciences sont ébahies par notre jeunesse et son potentiel de vie, éblouies par le courage des hommes et des femmes, touchées par le bon sens contestataire des enfants. Notre existence publique bâtie sur des habitudes professionnelles perfusées de léthargie et des pratiques administratives que le temps a fini par enkyster dans notre cortex individuel et collectif était consolée par des satisfactions personnelles limitées, une créativité artistique contenue, des textes timides et pas discutés, des rencontres surveillées, une production culturelle vaillante mais non épanouie. Cette vie ressemble aujourd'hui à une hibernation qui

nous a conservés vivants, dans quelques niches, mais nous laisse lents à nous décongeler, indolents et mous, assommés et engourdis, inaptes à nous mêler encore à cette onde qui enfle et grossit. Il nous faut du temps pour accéder à la chaleur qui nous irradie, pour nous pénétrer des énergies du soleil que nous arrivons à percevoir, pour secouer une léthargie aujourd'hui métabolisée, pour comprendre les raisons du long silence que l'on a vécu et entretenu, pour déchiffrer les étapes qui nous ont conduits à accepter ce qui nous semble tout d'un coup inacceptable. Nous avons beaucoup à faire pour démêler toutes les accumulations nocives, pour assainir nos réflexes, pour guérir les plaies de nos institutions, pour assimiler les nouvelles graines que nous voulons semer, pour habiter la maison qui subsiste sous les décombres de l'ancienne, démolie par ce tremblement de terre béni mais dont nous devons récupérer le bon et le sain, extirper ce qui est avarié, abîmé, détérioré. Toutes les morts qui ont suivi celle de Bouazizi ont détruit la maison Tunisie mais dans le ciment qui entretenait un semblant de vie collective, dans l'enduit où se dessinait un simulacre de citoyenneté, dans la peinture d'un faux-semblant de

démocratie, dans un fac-similé de prospérité, dans le décor d'une richesse de façade. En attendant de nous remettre de nos émotions, de nous dégeler, de nous défaire de nos mutismes, de prendre la mesure de notre absence aujourd'hui, de participer pleinement à cette vague salvatrice, d'exercer chacun de sa place et à sa place le rôle qui lui incombe à l'avenir, des Tunisiens ont pris les rênes de l'urgence, se sont mis au travail sur les décombres, apportent leur contribution à cette première phase d'une reconstruction qui promet d'être longue et difficile, d'un rétablissement lent et progressif. Donnons à ces «urgentistes» le temps de travailler pour nous donner le temps de réaliser ce qui nous arrive. Donnons-leur le temps d'agir pour réinvestir un lien social que l'on a eu le bonheur de découvrir pas mort, de réagir au jour le jour aux dysfonctionnements d'une communication encore trébuchante devant la liberté retrouvée, de pointer les injustices criantes qui empoisonnent notre vie sociale, de rebâtir les lieux du quotidien où va se communiquer le calme nécessaire à la reprise. Laissons-nous le temps de retrouver en nous et entre nous la confiance nécessaire pour reprendre l'activité économique qui nous lie au monde, pour réanimer la vie

scolaire et universitaire qui tranquilliserait nos foyers demandeurs de savoir, pour commencer à vivre dans nos familles, nos bureaux, nos transports la diversité, la fluidité et la consistance qui font toute vie collective.



© Fethi Belaid - AFP

Donnons-leur le temps à ces «pompiers» valeureux qui se sont jetés dans l'incendie d'extraire les dernières braises, de nettoyer ce qui risquerait de s'embraser pour que d'autres Bouazizi soient épargnés et pour que l'on commence à jouir de la beauté de ce qui nous arrive afin de le réinvestir dans une sérénité partagée.

Kmar BENDANA

Historienne, université de la Manouba
Texte publié dans *la Presse* du 26/11/2011

La brise des steppes sur ... le littoral

Je ne peux m'empêcher, dans ce regard à chaud, de me retourner sur la propagation géographique du soulèvement du peuple tunisien pour se réapproprier sa liberté et sa parole. Faudrait-il rappeler que les foyers de départ de ce soulèvement du centre Ouest de la Tunisie correspondent aux gros bourgs ruraux «communalisés» dont la population varie de quelques milliers (Menzel Bou Zayane, Regueb ...) à une dizaine de milliers d'habitants (Thala), ou encore servant de sièges régionaux du pouvoir central (Sidi Bouzid et Kasserine) qui ont fixé des dizaines de milliers de ruraux venus des campagnes environnantes depuis un demi siècle ? Pourquoi les populations de ces bourgs ont-ils pu entretenir la flamme de la révolte durant deux semaines avant que ne les rejoignent les populations des grandes villes littorales (Sfax en premier lieu, mais aussi Monastir, Nabeul et Sousse et surtout Tunis à la fin) ? Faudrait-il aussi rappeler que la Tunisie littorale, c'est-à-dire les deux tiers de la population tunisienne et les trois quarts des citadins, est restée à l'écart du soulèvement durant plus de deux semaines (entre le 17 décembre 2010 et le début du mois de janvier 2011) ? Les instances locales et régionales de l'UGTT (Union Générale

Tunisienne du Travail) des régions de Kasserine et Sidi Bouzid ont joué en réalité un rôle décisif dans l'allongement du souffle de la révolte. Ce sont également ces mêmes instances syndicales qui ont gagné l'adhésion des autres syndicats régionaux, surtout en direction du littoral et du Nord, et ont surtout fini par impliquer les instances dirigeantes de l'UGTT à Tunis. L'accélération de la contestation et son élargissement à la jeunesse et aux citadins du littoral, aux avocats, aux hospitalo-universitaires, aux étudiants et aux universitaires, dès les premiers jours de la nouvelle année, ont été



© Fethi Belaid - AFP

déterminants dans son aboutissement. Si Sidi Bouzid et Kasserine sont généralement

considérées comme l'arrière cours économique de la métropole sfaxienne, la mobilisation massive de celle-ci a apporté au soulèvement des steppes la force et l'ardeur nécessaires à son déferlement vers les villes littorales et en particulier vers le Grand Tunis. Peux-t-on prétendre qu'il s'est agi là de l'une des rares occasions historiques où peuples de l'intérieur et populations du littoral, où paysans et citadins, se sont retrouvés réunis dans une même entreprise révolutionnaire ? Cette révolution n'a pas uniquement rapproché, pour un moment, des mondes géographiques distants, pour ne pas dire opposés, mais a aussi réuni des mondes sociaux et professionnels aussi différents que les jeunes, les chômeurs, les professions libérales, les fonctionnaires, les syndicalistes...etc. La question reste vigoureusement posée quant à l'attitude, et à la réaction, non seulement aujourd'hui mais aussi sur le cours et le moyen terme, de deux autres catégories de la population: les milieux d'affaires et, surtout, les bénéficiaires, directement ou indirectement, des avantages et de la rente générés par l'ancien régime?

Hassen BOUBAKRI

Géographe, université de Sousse

DOSSIER SPÉCIAL TUNISIE

Tunisie, qu'est ce qu'une révolution non religieuse ?

Un événement inédit a ébranlé la paisible Tunisie. En près d'un mois ou presque (17 décembre 2010-14 janvier 2011), un peuple chasse son tyran. C'est du Sud que le processus a été déclenché. Et ses



© Lucas Mebrouk Dolega - EPA

vents continuent à souffler. Aussi les observateurs sont-ils embarrassés, ne sachant s'il faut parler de coup d'Etat, de rébellion ou de révolution ? Ceux qui ont été surpris par le départ précipité du tyran placent leur confiance dans les services de renseignements et attendent une reprise en main par les tenants de l'ancien régime. Je n'irai pas jusqu'à dire qu'ils le souhaitent rien que pour le plaisir de confirmer une vague intuition et peut-être des bribes d'informations qu'ils ont glanées auprès de « sources autorisées ». Leur maître à penser est Thierry Meysson. Il a déjà douté d'un 11 septembre 2001 planifié par Ben Laden alors que ce dernier a publiquement reconnu son forfait ! Des esprits brillants s'y sont malheureusement laissés prendre. Ils ne connaissent pas l'homme : Ben Ali est lâche. De l'aveu de

son entourage immédiat, il a fondu en larmes la veille de son coup, le 6 novembre au soir... Un coup d'Etat se concocte dans le cercle restreint du pouvoir. Or, les premiers témoignages disponibles indiquent que Ben Ali s'est éclipié discrètement laissant les siens dans le flou juridique et le désarroi politique. Un coup d'Etat sauve le régime. Le sien est menacé de disparaître. De multiples enquêtes criminelles sont ouvertes par le parquet de Tunis contre Ben Ali, son clan et son staff. Et le peuple en redemande !

Plus nombreux ceux qui parlent d'insurrection. Ben Ali a été chassé par un soulèvement populaire, mais la différence entre une révolte et une révolution est moins de degrés que d'échelle. Une révolte s'épuise, une révolution se prolonge. Une sédition finit par être mâtée, une révolution triomphe. Une révolte est limitée, une révolution est générale. Un soulèvement est une agitation, une révolution clôt un cycle. Une jacquerie produit du désordre, une révolution invente un ordre nouveau. Il suffit alors de compter les acquis des derniers jours pour se rendre à l'évidence qu'il s'agit bien d'une révolution. Ben Ali a été éconduit par des actes de bravoure exemplaires dignes d'une tragédie grecque, des protestations civiles qui ont déprimé les forces de l'ordre et même des batailles rangées. On comprend que les tunisiens en soient légitimement fiers. Et ce n'est pas flatter l'égo d'un peuple humilié que de reconnaître son mérite, autant

que d'autres peuples qui ont accompli de si grandes choses ! A juste titre, les nombreuses pétitions des intellectuels et leur interventions écrites et orales témoignent d'une dignité retrouvée.

Il existe enfin un critère fatidique pour savoir si la Tunisie a accompli une révolution : l'enthousiasme. Dans le Conflit en trois sections, Kant s'interroge sur les effets de la révolution française. Il dit que ce ne sont pas les acteurs qui qualifient la révolution (on le concède) mais ce sont les spectateurs lorsqu'ils sont saisis par l'enthousiasme (ce mélange de plaisir et de peine) pour ce qui est universel et partout moral dans l'événement. Tel est le cas de la révolution tunisienne. Elle réinvente à sa mesure les idéaux de liberté, de dignité et de justice. On se croirait dans n'importe quelle capitale postsoviétique, mais guère à Téhéran en 1979. Et le seul portrait exhibé par les manifestants est celui du Che ! C'est ce qui explique l'emportement qu'elle éveille, l'admiration qu'elle suscite, l'effet de contagion qu'elle diffuse. Partout dans le monde islamique, voire au-delà. Ceux qui mauvais spectateurs en doutent n'ont aucune idée de ce qui se joue dans le théâtre de la révolution. Ils confondent intelligence et malice (à ne pas confondre avec la ruse de la raison). Même la confiscation plausible de la révolution ne leur donnera pas raison.

Hamadi REDISSI

Politologue, université Tunis-El Manar

Entre mille fleurs et boîte de Pandore : la transition démocratique

La révolution tunisienne a été inaugurée par le surgissement de l'impensable : une intifadha, partie de Sidi Bouzid, qui s'est répandue, en un laps de temps très court, à l'ensemble du pays et qui a forcé, en l'espace de trois semaines, le tout puissant précédent Président et sa famille à une fuite honteuse.

Immédiatement après sa déchéance, et même à partir de son dernier jour de règne, l'intifadha se transformait en révolution, une révolution politique d'une rapidité inouïe balayant sur son passage les anciens cadres de l'autoritarisme. Elle mettait fin à la censure et imposait l'ouverture des médias, la libération de tous les prisonniers politiques, la promulgation d'une loi d'amnistie générale, la liberté de manifestation, d'expression, d'organisation et d'association, le gel des avoirs du RCD, la suppression de ses cellules professionnelles, l'indépendance de l'Administration et des entreprises, la constitution d'un gouvernement provisoire pluriel et la création des institutions en charge de la transition démocratique.

Comme en toute phase révolutionnaire, les forces de l'adversité se liguent. La Tunisie a eu à faire face à un faisceau convergent de déstabilisations : les milices armées, la garde présidentielle et les services mêmes de l'Intérieur laissés par Ben Ali pour piller, tuer et semer le chaos, Kadhafi qui demandait le retour du président déchu et usait, de manière intermittente, de sa capacité de nuisance, Kardhaoui qui, de son trône d'Al Jazira, haranguait les Tunisiens pour détruire le gouvernement de transition, Rached Ghannouchi, qui, de son siège à Londres, lui emboîtait le pas. Al Jazira qui diffusait des fausses nouvelles et annonçait chute du gouvernement, démissions des partis d'opposition et donnait toute sorte de pseudo-informations en vue d'allumer la rue. Et, pour couronner le tout, une grève prolongée de la police et de la garde nationale au moment où le pays avait cruciallement besoin de sécurité pour contrer les pillages et le chaos. Al'avant-garde de la radicalité et de la pureté révolutionnaire, plus même que les



organisations d'extrême gauche cohérentes avec elles-mêmes, on a retrouvé les caciques et les personnages les plus corrompus du système Ben Ali. Eux, qui lui avaient apporté leur soutien sans faille et demandaient son maintien jusqu'en 2019 au moins, trouvaient trop peu démocratiques les réformes engagées et non crédible le nouveau gouvernement ! Retournement de veste ? Non, ils voulaient simplement faire chuter le gouvernement pour faire avorter la révolution et ne pas avoir à rendre compte de leur enrichissement illicite et de leur corruption.

La révolution est parvenue à transcender toutes ces adversités ; elle les a écrasées par la maturité du peuple tunisien et de sa jeunesse. L'histoire de la défense civile, citoyenne et républicaine de la révolution restera dans les annales de la Tunisie et du monde comme l'une de leurs plus belles pages. Elle est à écrire.

La révolution n'est pas un long fleuve tranquille : elle est l'irruption soudaine et massive de dénonciations longtemps contenues, d'aspirations et de revendications, raisonnables et déraisonnables, non négociables qui doivent être mises en œuvre, exécutées ici et maintenant. Elle est le jaillissement des mille fleurs ; elle est l'exigence du possible et de l'impossible.

Les révolutions échouent, finissent par manger leurs enfants, sont suivies de

« restaurations » lorsque le flot de l'exigence de l'impossible devient impétueux et balaise sur son passage la conscience des limites du possible. Le flot de l'impossible se saisit de certaines figures de la sagesse et les instrumentalise pour se draper des oripeaux du raisonnable, mais il les rejette avec mépris dès lors qu'elles ont servi à casser les institutions naissantes de la démocratie. Alors, s'ouvre la boîte de Pandore où chaque acteur, se prévalant d'une légitimité supérieure, bouscule celui qui manque de pureté. La course à la pureté est une course sans fin : à la fin, il n'en reste qu'un. Qui sème sa terreur et c'est alors la contre-révolution.

La révolution triomphe quand elle parvient à prendre conscience des limites du possible et à maîtriser et domestiquer les

exigences de la pureté parfaite et du tout, tout de suite.

Après plusieurs jours de tournis et de vertiges, de navigation aux limites de l'abîme, la révolution tunisienne semble reprendre tous ses droits. Elle a passé sa plus grande épreuve. Les institutions fondamentales de la transition démocratique - le gouvernement provisoire, les commissions d'enquête et le comité de la réforme politique,- sont désormais reconnues et peuvent travailler. Ce qui ne veut point dire que leur chemin ne sera pas d'embûches. Ni qu'il faut leur donner un chèque en blanc. Soutien et vigilance sont les maîtres mots.

Mahmoud BEN ROMDHANE

Economiste, université Tunis-El Manar

Perspectives à venir de la révolution tunisienne et défis à relever

L'inspiration fondamentale de la révolution a été jusqu'ici démocratique. Gardera-t-elle le cap jusqu'à l'instauration d'un système démocratique à l'abri de toute récupération, que ce soit pour restaurer le système contre lequel elle s'est levée, ou par des fuites en avant qui risquent d'accoucher d'une nouvelle dictature ? Les Tunisiens sont obligés de choisir très vite entre des options dont aucune n'est parfaite :

- La poursuite des purges répond à une exigence de justice qui risque de tourner à un cauchemar qui rappelle de sombres épisodes qui ont suivi de grandes révolutions.

- La demande d'élections immédiates, sans laisser aux différentes expressions de la société le temps de s'organiser, et avant de mettre en place un code électoral qui empêche qu'un courant, aussi important soit-il, accapare les pouvoirs, risque de conduire à une impasse comme celle dont l'Algérie a du mal à sortir.

- Une solution proche de l'exemple sud-africain ne satisfait pas les exigences d'une justice qui oblige tous les salauds à payer la facture de leurs forfaits, mais elle peut préserver les chances d'une évolution pacifique vers l'instauration d'une société démocratique réconciliée avec elle-même.

Dans la situation actuelle, il serait plus prudent de se donner le temps et les moyens d'une transition maîtrisée. Le gouvernement provisoire qui doit gérer cette transition, doit se consacrer à la gestion des affaires courantes et à préparer les conditions d'une véritable transition démocratique respectant l'inspiration et les revendications du mouvement qui a conduit à la chute de Ben Ali et qui se poursuit en demandant le démantèlement des rouages de la dictature

dont le noyau fondamental est l'Etat RCD et ses différentes ramifications politiques, économiques, culturelles et sociales. Durant cette période de transition, les expressions politiques et sociales auront le temps et les moyens de s'organiser, d'élaborer et de confronter leurs programmes à travers un débat démocratique qui n'exclut aucune expression ni aucune tendance aussi minoritaire soit elle et quelle que soit son projet ou son attitude par rapport au gouvernement de transition. Tout le monde doit bénéficier d'une totale liberté d'expression, que ce soit à travers les médias ou par des réunions et des manifestations



publiques pacifiques, sans aucune forme de répression, de censure, ou de restriction. Une telle condition est le seul garant d'un choix démocratique éclairé où le peuple saura d'avance pour qui et pour quoi il sera appelé à voter librement et en toute connaissance de cause. De même, pour éviter que les élections ne conduisent à l'accaparement de tous les pouvoirs par un courant, aussi important, démocratique et populaire soit-il, il serait plus prudent de réviser préalablement le code électoral actuel pour adopter un système à la proportionnelle et prévoir la limitation des pouvoirs de l'exécutif. Je pense également, que la réforme de la constitution et différentes institutions, pour

asseoir un véritable système démocratique, doit faire l'objet d'un débat, quitte à confier à la future assemblée démocratique la poursuite de cette réflexion. En attendant, les commissions mises en place doivent continuer leur travail de réflexion sur ces réformes en ayant le souci de recueillir les avis de toutes les expressions politiques et sociales.

Il est difficile et inutile d'entrer dans le détail de ce qu'il faut faire durant les quelques mois de transition nécessaires pour organiser dans les meilleures conditions des élections véritablement démocratiques. Enfin, un choix lucide entre les différentes options prônées par les un(e)s et les autres ne doit pas passer pas les surenchères idéologiques, les insultes, les attitudes sectaires, les appels à l'exclusion et l'anathème, ou la confrontation dans la rue qui risquent de dégénérer en un engrenage de violence qui ternirait l'image d'une révolution jusqu'ici pacifique. La modestie s'impose à tous les protagonistes d'autant plus que personne ne peut revendiquer la paternité de cette révolution dont les principaux acteurs étaient des jeunes inorganisés et que tout le monde pensaient apolitiques et incapables de se mobiliser pour de grandes causes comme la démocratie, la liberté et les droits humains. Ils doivent avoir toute la place qu'ils méritent dans le gouvernement, les institutions et le débat concernant l'avenir de leur révolution. Les vieux, dont je suis, doivent mettre les fruits de leur expérience à leur service et ne doivent surtout pas leur disputer la place qui leur revient de droit.

Cherif FERJANI

Politologue, université de Lyon

DOSSIER SPÉCIAL TUNISIE

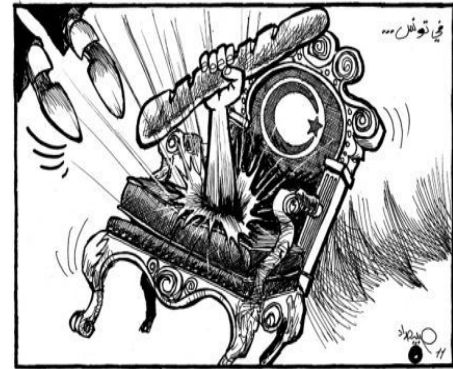
Quand les jeunes surpassent leurs aînés !

Une analyse rigoureuse, sereine et distanciée des enseignements du soulèvement populaire du 14 janvier serait utile pour comprendre les ressorts de l'évolution de la société tunisienne de ces dix dernières années, et certains de ces enseignements devraient même nous inciter à revoir radicalement les grilles de lecture dominantes jusque là. Pour illustrer mes propos, je me focaliserai sur le rôle des jeunes, toutes catégories sociales confondues, dans la cristallisation et la structuration de ce mouvement. Je constate d'abord que les chercheurs et acteurs



politiques, du pouvoir de Ben Ali comme ceux de l'opposition indépendante, ont longtemps sous-estimé les nouvelles formes de politisation qui gagnaient la jeunesse tunisienne et notamment les diplômés de l'université. Avec Vincent Geisser, nous avons souvent voulu tordre le cou à quelques idées reçues à l'instar de celle-ci, que les jeunes tunisiens étaient devenus matérialistes, voire « *khobzistes* », sans idéal politique et que leurs seuls désirs étaient de consommer les derniers gadgets à la mode, de regarder les matchs de football, et de n'avoir d'intelligence que pour la débrouille, etc....¹ Cette idée est totalement erronée et pour preuve ; l'intérêt qu'ils ressentent à chaque compétition électorale nationale en France essentiellement, en scrutant, et parfois dans les moindres détails, les joutes oratoires des candidats, leurs programmes et biographies, les débats télévisés qui les opposaient, etc... ; ce qui m'a permis d'affirmer que les jeunes tunisiens vivaient des élections libres par procuration². Pour la quasi-totalité de ces jeunes, le régime de Ben Ali apparaissait à leurs yeux, totalement archaïque et déconnecté de leurs aspirations de jeunes tunisiens du XXI^e siècle. Les modes d'expression et de protestation contre Ben Ali auxquels ils avaient recours, se démarquaient nettement, dans leur forme et dans le contenu des messages qu'ils véhiculaient, de ceux de leurs aînés. Jadis, dans les années 1990, les opposants à Ben Ali

s'appuyaient fréquemment sur la rédaction des pétitions, la distribution des tracts, les interventions dans les médias étrangers, la solidarité des organisations humanitaires internationales et, éventuellement, recouraient à la grève de la faim pour alerter l'opinion nationale et surtout internationale sur la nature foncièrement répressive du régime. Et leurs revendications s'exprimaient sous le mode d'un appel à la sagesse, à la responsabilité et au bon sens, pour éviter au pays des crises structurelles aiguës, et les mots étaient souvent mesurés, pondérés, voire, parfois, conciliants. Certaines de ces figures étaient mêmes promptes à explorer des formes de négociation, voire, dans certains cas, des compromis avec le régime de Ben Ali. Aujourd'hui, avec l'arrivée d'une nouvelle génération née pour la plupart sous « l'ère de Ben Ali », des changements notoires allaient s'opérer dans ce sens. D'une part, le rôle sans précédent joué par les technologies de communication, essentiellement Internet, à travers les réseaux sociaux, d'un côté, et l'usage de la téléphonie mobile, de l'autre, fut déterminant. En effet, à côté d'un espace public complètement domestiqué par le régime où les espaces d'expression étaient quasi verrouillés, cohabitait une autre Tunisie dite virtuelle dans laquelle se déployaient plus de deux millions d'utilisateurs tunisiens, pour la plupart des jeunes. Grâce aux stratégies de contournement destinées à braver la censure, les jeunes nous apprenaient ainsi à naviguer à notre guise sur les sites interdits, à échanger des informations de toutes sortes entre nous et à diffuser des vidéos, parfois au ton caustique, sur les gens du régime ainsi que sur leurs dernières frasques et les blagues à leur propos. Dans le même temps, et par le truchement du réseau social le plus prisé, face book, ils nous apprenaient aussi à aménager des formes d'actions et de mobilisation qui étaient relayées dans la vie quotidienne - réelle - par les manifestations de rue, des mouvements de grève, les attroupements devant des bâtiments publics, la scansion des slogans, etc.... Et pour beaucoup d'entre nous, l'usage intensif et généralisé de ces technologies dans la conscientisation du mouvement et la chute du régime de Ben Ali, nous pousse à penser qu'il s'agit de la première « révolution numérique » dans le monde. D'autre part, l'apparition d'une nouvelle forme de mobilisation comme l'immolation par le feu devant des édifices publics a eu des effets réactifs à travers tout le pays. En effet, les images des corps des jeunes transformés en



© La République 23 janvier 2011 - *La révolution Tunisienne selon les caricaturistes (3)*
Envoyé par : Hamza Belloumi -Permalien

boule de feu qui circulaient travers les vidéos sur Face book mais aussi, sur les chaînes satellitaires comme *Al Jazeera* qui les passaient en boucle, avaient donné plus de prégnance et de visibilité au mouvement populaire qui émergeait déjà. Et de ces nouvelles formes de contestation utilisées abondamment par les jeunes, les messages qu'ils faisaient circuler, s'opposaient nettement de ceux de leurs aînés par la radicalisation des termes, la dénonciation systématique du régime et surtout, par l'appel à la rupture totale et irréversible avec lui. Deux semaines après la chute de Ben Ali, peut-on affirmer que le régime de Ben Ali est complètement aboli ? L'avenir est encore incertain, les défis à relever sont encore énormes et des zones d'ombre persistent entre la politique du gouvernement intérimaire et les choix stratégiques de l'armée. Il serait donc hasardeux de se livrer à des conjectures dans ces conditions - uniques et exceptionnelles - qui caractérisent la Tunisie d'aujourd'hui !

Larbi CHOUIKHA

Politologue IPSI, université de La Manouba

1. Larbi CHOUIKHA et Vincent GEISSER, « La fin d'un tabou : enjeux autour de la succession du président et dégradation du climat social », *L'Année du Maghreb*, VI, 2010, CNRS/IREMAM.

2. Larbi CHOUIKHA, « Les élections françaises au miroir de toutes nos frustrations », *Attariqaljadid*, n°58, mars 2007, p. 3.

« Vers un entrepreneuriat transméditerranéen ? Les stratégies d'internationalisation des entreprises maghrébines et de réinvestissement des Maghrébins d'Europe »

Sylvie DAVIET est professeur de géographie à l'Université de Provence et membre du laboratoire TELEMME (UMR 6570). Elle est actuellement chercheur à l'IRMC en délégation CNRS, où elle y coordonne un programme intitulé : « Vers un entrepreneuriat transméditerranéen ? Les stratégies d'internationalisation des entreprises maghrébines et de réinvestissement des Maghrébins d'Europe », soutenu par l'Agence Universitaire de la Francophonie.

Ce programme vise à mettre en relation et à développer les recherches actuellement menées en sciences humaines, économiques et sociales sur les nouvelles stratégies d'internationalisation des entreprises à partir des régions riveraines de la Méditerranée et tout particulièrement dans une dimension Maghreb/Europe. Il porte sur la tendance de nombreux entrepreneurs, quelle que soit leur structure (petite, moyenne ou grande), à s'inscrire dans des volontés d'ouverture à l'international et de circulations sociétales autour de la Méditerranée.

Ainsi, dans un environnement très changeant où la formation, l'information, les modes de communication et les réseaux d'insertion supposent une mise à jour constante, de nombreux entrepreneurs entendent des opportunités d'accès aux marchés extérieurs par la sous-traitance, la production/vente de nouveaux produits et services sur des marchés de « niche », ou par le commerce international, dans un contexte de mondialisation. Les recherches mettront à jour ces stratégies d'extraversion depuis le Maghreb, tout comme les dynamiques de réinvestissement des Maghrébins d'Europe dans le pays d'origine. Dans les deux cas, ces processus seront étudiés comme de nouvelles dimensions, issues d'initiatives individuelles, ou relayées par des institutions œuvrant dans un cadre national, de coopération bilatérale ou plus largement méditerranéen.

Il s'agira de s'intéresser tout particulièrement aux acteurs et aux dispositifs de cette internationalisation. Qui sont ces acteurs (individuels et collectifs) ? D'où viennent-ils (nouvelles transversalités géographiques) ? Comment reconfigurent-ils les anciennes combinaisons relationnelles ? Quels appuis ont-ils auprès des organisations professionnelles, associatives ou politiques ? De quelles inscriptions territoriales bénéficient-ils ? Quelles formes concrètes de localisations prend le transnational (économies frontalières, zones franches, territoires productifs...) ? Quels sont les secteurs concernés ? Par quels régimes de régulation passent ces organisations

productives ? Les enquêtes qui seront menées seront déclinées en trois grands ensembles : les nouvelles TPE/PME, les nouveaux consortiums transnationaux mondialisés, les "aventuriers" de l'informel transfrontalier.

Ce programme réunit désormais une trentaine de chercheurs des rives nord et sud de la Méditerranée dans un cadre pluridisciplinaire associant sociologues, géographes, et économistes issus des sciences de gestion. Il s'inscrit dans le prolongement de travaux antérieurs initiés par Pierre Noël Denieuil et Mohamed Madoui (2011) sur l'entrepreneuriat maghrébin contemporain. Les modalités de création et de développement des entreprises au Sud de la Méditerranée ont en effet un caractère inédit au regard de l'histoire postcoloniale : les logiques de libéralisation développées depuis les années 1990 ont fait émerger la figure d'un nouvel entrepreneuriat, en rupture avec l'image un moment dominante des entreprises publiques et de la grande entreprise privée. Cette mise à jour d'un entrepreneuriat de petites et moyennes entreprises s'est articulée, dans des contextes nationaux et régionaux variés, aux problématiques du développement local. En ciblant désormais les logiques internationales de cet entrepreneuriat, le programme récemment lancé en octobre 2010, investit un nouveau maillon de la recherche qui vient compléter le socle existant.

Trois enjeux sont à souligner. **L'enjeu numéro 1** est de prendre en considération la globalité de l'espace méditerranéen comme zone d'interface marquée une intensité de flux économiques et humains. En ce sens, l'hypothèse d'un entrepreneuriat transméditerranéen interroge les processus d'intégration d'une macro-région euro-méditerranéenne en devenir, promue par le projet d'Union Pour la Méditerranée. **L'enjeu numéro 2** est de réussir une approche

interdisciplinaire sur une question transversale, en soulignant non seulement la pluralité des disciplines représentées, mais aussi celle des spécialités ; en regroupant des spécialistes de l'entreprise comme des spécialistes de la migration, nous prenons le parti opératoire d'un décloisonnement novateur. D'où les synergies établies avec le programme MIMED (Lieux et territoires des migrations en Méditerranée, XIX^e-XXI^e siècles) de la Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme à Aix-en-Provence. **L'enjeu numéro 3** est de nature plus théorique et généraliste. L'hypothèse d'un entrepreneuriat transméditerranéen n'a rien d'une approche culturaliste mais s'inscrit, bien au contraire, dans un panorama de la recherche qui questionne l'émergence d'un entrepreneuriat transnational dans plusieurs régions du monde (Saxenian, 2006) ; en écho aux notions de « brain circulation » et de diasporas scientifiques (Barré et al., 2003). Ces notions mettent en évidence de nouvelles connections transnationales dans un contexte combinant le rôle des associations professionnelles, les politiques de rapatriement des compétences et de puissantes dynamiques d'émergence.

S'intéresser aux stratégies d'internationalisation suppose d'en connaître les flux, les lieux, les pulsations. Nous sommes donc amenés à contextualiser notre recherche en considérant plusieurs angles d'observation. Les investissements donnent une première mesure de l'évolution des rapports de force à l'échelle du bassin méditerranéen où les relations euromaghrébines sont désormais relativisées face à l'élan pris par les relations Est-Ouest, comme en témoignent les investissements turcs au Maghreb. Le rôle des acteurs extra-méditerranéens : nord-américains, proche-orientaux, chinois s'est récemment renforcé. Dans la perspective d'une régionalisation du

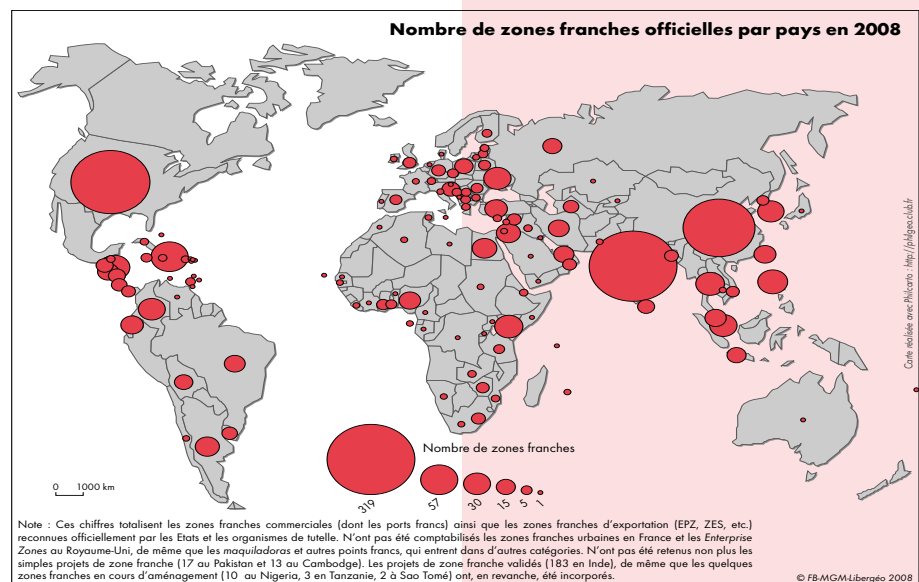


Fig. 1 : Source: Atlas mondial des zones franches, p.23

AXES DE RECHERCHES

monde, l'espace euro-méditerranéen s'emble s'être complexifié, hétérogénéisé, et la place de l'Union Européenne s'y est affaiblie, au point que l'hypothèse d'une « Méditerranée sans l'Europe » s'est fait jour, comme pour mieux souligner les enjeux géopolitiques du polycentrisme mondial (Abis, 2010). Le nombre et la distribution des zones franches, comme lieux d'interface emblématiques de la mondialisation (Bost, 2010), donne une seconde mesure de la place occupée par la Méditerranée et le Maghreb en particulier (Fig. 1 et 2). Sur les 1735 zones franches recensées de par le monde, la Méditerranée n'en compte que 91, et la partie la plus dynamique se trouve en Méditerranée orientale : Egypte (25), Turquie (21) et Syrie (10) en particulier. Les tendances lourdes des économies nous livrent une troisième mesure de la situation du Sud-Est méditerranéen. Si son modèle de croissance semble défaillant, notamment au regard de la spécialisation industrielle, la décennie 2000 témoigne d'une accélération des dynamiques d'émergence (Mathlouthy, 2008), associées à une conjoncture internationale favorable mais en repli depuis 2008. La demande intérieure qui s'est manifestée ces dernières années ouvre la perspective d'une transition vers un nouveau mode de développement, mais reste différenciée géographiquement et socialement.

Au-delà de ces éléments de contextualisation, cette première étape de la recherche nous invite à définir, sur des bases communes, les concepts clés du programme et en premier lieu celui d'entrepreneur. L'entrepreneur est d'abord un créateur d'entreprise, qu'il soit contraint de créer son emploi ou qu'il incarne la figure de l'entrepreneur schumpétérien, innovateur et élément moteur de la transformation sociale. Mais au-delà, c'est aussi celui qui monte une affaire, sans en être nécessairement le propriétaire ; la tête de pont d'une entreprise qui se déploie au loin. Un manager, chef d'établissement, peut donc endosser l'habit de l'entrepreneur. La troisième acception est celle du leader, du « civic entrepreneur » qui va œuvrer dans le champ organisationnel ou associatif, patronal ou syndical... Le terme de « civic entrepreneur » combine alors deux aspects dans la tradition américaine : l'entrepreneurship (esprit d'entreprise) et la vertu civique ou sociale (esprit de communauté). La dimension transméditerranéenne revêt à son tour plusieurs champs d'application. Tout d'abord, le mouvement à travers l'espace : est

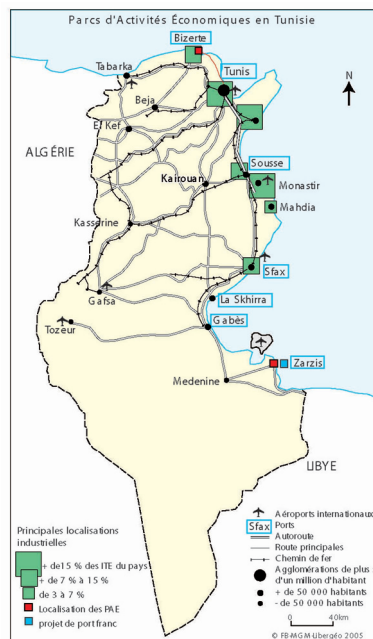


Fig. 2: Source: Atlas mondial des zones franches, p.160

transméditerranéen ce qui s'observe à travers la Méditerranée, comme le mouvement géographique de l'activité (importations, exportations...), créant un processus d'internationalisation. En second lieu, les pratiques professionnelles qui par le management interculturel assurent la mise en relation des professionnels des deux rives. La dimension transméditerranéenne s'applique enfin au parcours biographique, individuel ou familial, aboutissant à une double appartenance culturelle, acquise sur les deux rives de la Méditerranée, et nourrissant l'existence de réseaux diasporiques.

Ce questionnement nous amène à décliner et décoder les sens et usages des termes d'internationalisation et transnationalisation. Le concept d'internationalisation semble bien adapté au monde de l'entreprise, tout en concernant plus généralement les circulations, les mobilités et les procédés de production. Celui de transnationalisation et ses dérivés (transnationalité et transnationalisme), actuellement en débat, alimente depuis les années 1990 une ample littérature scientifique, pour une large part anglo-américaine (Waldinger, Fitzgerald, 2004), tout en laissant coexister plusieurs interprétations. (1) La firme dite transnationale se rapproche de la firme multinationale ; dans ce cas, la transnationalisation désigne une étape dans le processus de globalisation des firmes. (2)

Le transnationalisme souligne, par ailleurs, que des acteurs construisent des identités qui dépassent les frontières classiques, voire s'affranchissent de normes et logiques nationales pour les transgresser ; dans ce cas, le concept a un contenu plus politique et fait référence à l'affaiblissement des Etats. (3) Selon une troisième acception, tant à portée théorique qu'empirique, le transnational renvoie à une vision des relations en réseau alors que l'international renvoie aux relations entre territoires (Cesari, 1997)

Les acteurs, les institutions et les territoires sont donc les trois voies d'entrées dans cette problématique, tout en soulignant les échelles et temporalités des observations empiriquement situées. Un minimum de trois échelles d'observation est identifié : l'échelle transméditerranéenne des circulations des personnes et des activités, l'échelle nationale des contextes économiques, juridiques, et politiques, et l'échelle locale d'ancrage des acteurs dans leurs espaces vécus (Daviet, 2005). La question des temporalités constitue, de même, un critère important de la méthodologie de recherche : il s'agit d'inscrire les processus dans le temps, de souligner les effets de génération, les effets de cycles, et l'enchaînement chronologique des événements. Les populations d'entreprises et d'entrepreneurs sont étudiées selon quatre approches. La première privilégie des types d'acteurs particuliers : la micro-entreprise issue d'un parcours migratoire, les femmes entrepreneurs, les cadres, plus rarement le rôle des associations. La seconde approche privilégie les alliances et diverses formes de partenariats entre les entreprises des deux rives. Une troisième approche privilégie les dispositifs territoriaux promus par les acteurs locaux, sous forme de zones franches, technopôles et autres clusters ou réseaux de firmes territorialisés. Une quatrième approche souligne le rôle de contextes sectoriels, qu'il s'agisse de secteurs traditionnels en cours d'internationalisation (textile, mode, parfums) ou de secteurs plus récents et émergents (NTIC, énergies nouvelles, formation privée).

Les chercheurs qui engagent désormais leurs enquêtes sont en relation étroite avec des organisations professionnelles et diverses institutions, soucieux de ne pas négliger les aspects plus opérationnels d'une recherche appliquée. A l'issue de plusieurs rencontres scientifiques, le programme se clôturera par un colloque à l'automne 2012.

Sylvie DAVIET

ABIS S., (dir.), 2010, « La Méditerranée sans l'Europe », *Confluences méditerranéennes*, n° 74, Paris, L'Harmattan.

BARRE R, HERNANDEZ V., MEYER J.B., VINCK D., 2003, *Diasporas scientifiques*, Editions IRD, (expertise collégiale).

BOST F., 2010, *Atlas Mondial des zones franches*, Paris, La Documentation Française, (dynamiques du territoire).

CESARI J., 1997, « Les réseaux transnationaux entre l'Europe et le Maghreb : l'international sans territoire », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 13, n° 2.

DAVIET S., 2005, *Industrie, culture, territoire*, Paris, L'Harmattan.

DENIEUIL P.-N. et MADOU M., 2011, *Entrepreneurs maghrébins. Terrains en développement*, Paris, IRMC/Karthala.

MATHLOUTHI Y. (dir.), 2008, « Les économies émergentes Trajectoires asiatiques, latino-américaines, est-européennes et perspectives maghrébines », *Maghreb et Sciences sociales*, Paris, IRMC/L'Harmattan.

SAXENIAN A.L., 2006, *The New Argonauts: Regional Advantage in a Global Economy*, Cambridge, Harvard University Press.

WALDINGER R., FITZGERALD D., 2004, « Transnationalism in question », *American journal of sociology*, vol. 109, n° 5, pp. 1177-1195

RECHERCHE

Le projet de vie chez les adolescents marginaux placés dans le centre de réinsertion sociale à Oran (Algérie)

Khadija MOKEDDEM est doctorante en psychologie au CRASC d'Oran. Sa thèse s'intitule « Le projet de vie chez les adolescents marginaux placés dans le centre de réinsertion sociale à Oran ». Elle est boursière de moyenne durée à l'IRMC.

L'objectif de notre recherche est de contribuer à la compréhension de la relation entre la délinquance, l'estime de soi et le projet de vie. Et cela à partir d'entretiens recueillis auprès d'adolescents et d'adolescentes placés dans le centre de réinsertion sociale d'Oran, sans scolarité et en placement dans une institution de mineurs dits « délinquants » se trouvant dans une phase difficile de la vie, contraints à s'adapter aux multiples changements à tous les niveaux. C'est-à-dire, comment à partir d'une situation de délinquance, de désaffiliation et d'anomie ils parviennent à se soustraire de la marge et élaborent un projet d'avenir ?

PROBLÉMATIQUE, CADRE THÉORIQUE ET QUESTION DE RECHERCHE :

Comment ces jeunes adolescent(e)s se représentent-ils (elles) ? Comment perçoivent-ils (elles) leur image ? Y a-t-il une relation entre la délinquance chez les adolescent(e)s placé(e)s dans une institution de réinsertion de mineurs dits « délinquants », leur estime de soi et leur projet de vie ? Quel est leur projet et quels sont les stratégies qu'ils (elles) mettent en place pour les réaliser ? Comment ces jeunes adolescent(e)s sont-ils (elles) arrivé(e)s à cette situation de marginalité ? Les filles et les garçons se projettent-ils de la même façon dans l'avenir ?

Notre travail s'appuie sur l'approche socio-clinique dans la vérification de nos hypothèses et se situe entre les différentes disciplines que sont la psychologie du développement, la psychopathologie clinique, la psychosociologie et la théorie psychanalytique lors du traitement des questions telle que la notion d'identité, d'estime de soi et de crise.

MÉTHODE :

Dans le cadre de cette recherche, nous avons interviewé dix adolescents et dix adolescentes placés au centre spécialisé de réinsertion sociale filles et garçons d'Oran dont l'âge varie entre quatorze et dix huit ans. Tous issus de milieux sociaux défavorables, ils sont placés pour délit, placement familial ou danger moral.

La méthode de l'étude de cas utilisée est basée sur un guide d'entretien élaboré avec la collaboration de l'équipe du laboratoire « projet de vie et adolescent » du département de psychologie d'Oran et sur l'inventaire de l'estime de soi de Cooper Smith traduit à l'arabe par la même équipe et révisé par Fysal Ferahi enseignant de l'université d'Oran. Ce guide nous a permis de recueillir des données sur la situation actuelle des adolescent(e)s, leur situation familiale, la vie à la maison et leur projet de vie.

RÉSULTATS ET/OU CONCLUSIONS :

L'analyse du contenu n'étant pas à sa fin, ce que nous pouvons avancer ici vient d'un tri à plat des données collectées :

Ces derniers, dans cette situation de fait, développent une image négative de leur personne : « nous sommes rien ».

Ne trouvant pas le bon filon pour s'en sortir, ils adoptent des comportements qui

prennent diverses formes et dont les plus graves la délinquance, les fugues et la violence. Des parcours de vie difficiles sont en lien avec un contexte de précarité et de rupture sociale, une histoire familiale complexe et des enchaînements de placements.

Des souffrances multiples ont modifié le vécu et le devenir de ces jeunes, d'où une crise de confiance qui les oppose à la famille, à l'école et aux institutions de réinsertion sociale.



Sur le plan identitaire, ils ne sont pas accomplis et même s'ils pensent à une réhabilitation et à un retour ils ne le pensent qu'à travers « Elhedda ¹ » pour les garçons, et le mariage pour les filles.

Khadija MOKEDDEM

1. Elhedda : mot du dialecte algérien, appartenant à la culture juvénile. Il veut dire « se sauver ». Par ce mot les jeunes expriment leur désir de partir loin du pays pour pouvoir reconstruire leur avenir.

IRMC INFOS

Arrivée à l'IRMC

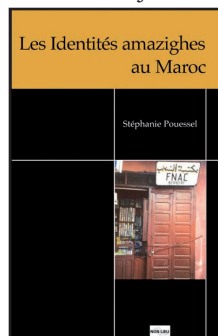
Hend BEN OTHMAN, doctorante en urbanisme à l'ENAU/Tunis. Sa thèse s'intitule *Production foncière et immobilière dans le Nord du Grand Tunis : Politiques, instruments et acteurs - Cas des projets de Ennasr II et Ain Zaghouan*. Elle a rejoint l'équipe de recherche de l'IRMC en tant que boursière moyenne durée.

Publication

Stéphanie POUESSEL, anthropologue et chercheuse à l'IRMC, a fait paraître en novembre 2010 son ouvrage *Les identités amazighes au Maroc* aux éditions Non lieu.

Les Berbères sont-ils une minorité au Maghreb ? Représentent-ils la population autochtone du nord de l'Afrique ? Sont-ils devenus

une entité métisse à la culture arabe ? Le Maroc est-il maghrébin, nord-africain, africain, amazigh ? Ces questions nous plongent au coeur des enjeux culturels et linguistiques du Maroc contemporain.



englobant Maghreb et Europe, afro-centrisme ou encore revendication de la laïcité au royaume chérifien de Mohamed VI, c'est-à-dire au royaume du " descendant du Prophète ".

AXES DE RECHERCHES

RECHERCHE

Penser le corps au Maghreb

Monia LACHHEB est enseignante et chargée de cours en sociologie à l'institut supérieur du sport et de l'éducation physique de Tunis. Elle est également chercheuse associée à l'IRMC.

Le corps désigne cette forme concrète de l'existence. Il constitue le représentant de l'être agissant par ses actes, parlant un langage symbolique, appréhendant le monde par ses diverses modalités de présence et d'intentionnalité. Etant toujours sujet, support, témoin et mémoire de toutes nos pratiques (Berthelot, 1992), la présence du corps se manifeste aussi bien dans les conduites les plus banales de la vie quotidienne, les habitudes culinaires et vestimentaires, le langage et les soins du corps, que dans les pratiques où l'investissement corporel est encore plus prononcé, tels que les jeux, les danses et le sport. En tant que tel, le corps renvoie à cette instance médiatrice entre l'être et le monde et se situe au fondement d'une expérience qui articule le vécu et le perçu, l'intime et le partagé. Par ailleurs, le corps fait partie intégrante des imaginaires culturels et se trouve inévitablement construit par des mises en scènes esthétiques et figuratives. Il devient ainsi le noyau dur qui fonde les pratiques artistiques et le support d'expression métaphoriques dans la littérature, le cinéma, la peinture, etc.

Cette expérience du corps est systématiquement rattachée aux espaces socioculturels de sa manifestation qui rendent compte des modalités particulières de ritualisation du corps et des significations plurielles qui le construisent (Mauss, 1934 ; Loux, 1979 ; Galimberti, 1998). A cet effet, le projet se propose d'éclairer les fondements socioculturels du corps au Maghreb. Il prévoit de raconter le rapport au corps et d'interpréter les formes de sa mise en jeu



dans cette aire géographique. Une attention particulière sera alors accordée aux conditions de production et de reproduction du corps dans un espace-temps singulier, caractérisé par un métissage et l'émergence de données locales en mutation.

Pour ce faire, les travaux tiendront compte de plusieurs dimensions capables d'apporter des regards à la fois différents et complémentaires sur la réalité du corps au Maghreb :

- Une démarche pluri-disciplinaire (Uhl, 2004) sera mise en avant afin de mettre en évidence la complexité du fait corporel et de procéder à une lecture multidimensionnelle de la réalité du corps.

- L'abord du champ de la corporéité tentera, par ailleurs, de conjuguer une approche diachronique et une approche synchronique. L'articulation de ces approches permettra l'interprétation de la « dialectique de la durée » (Braudel, 1984) pour expliquer et comprendre la dynamique culturelle rattachée au corps.

- Aussi, la dimension sexuée du corps est à prendre en compte considérant que la corporéité se donne à voir en une subjectivité masculine ou en une subjectivité féminine, construite par référence à une appartenance culturelle et aux significations sociales en vigueur (Brohm, 2001). Les propriétés du genre enferment alors l'individu et son apparence corporelle dans des modèles comportementaux et des prototypes de présentation de soi stéréotypés selon le groupe de sexe d'appartenance.

- Enfin, les travaux interrogeront la dimension identitaire du corps et sa place dans la construction d'une « personnalité de base » (Linton, 1992). Ils tâcheront de s'inscrire, par ailleurs, dans un contexte de mondialisation afin de situer le champ de la corporéité entre particularisme et universalisme.

Sans prétendre à l'exhaustivité, le projet tentera d'articuler différents axes de réflexion :

- La symbolique du corps en mouvement : les danses profanes et sacrées, la transe et la possession, le sport et les jeux traditionnels.

- Les imaginaires du corps dans la littérature maghrébine.

- Les mises en scène imagées du corps dans la peinture, la photographie, le cinéma, la presse, les mosaïques.

- Les apparences et les esthétiques du corps.

- Le corps et les pratiques médicales traditionnelles.

- Le corps dans les espaces de sociabilité au Maghreb (hammam, salle de fitness, etc.).

- Entre la vie et la mort : le corps et les âges de la vie.

- La prise en charge du corps vulnérable et en situation de handicap.

- Discours du corps et discours sur le corps dans les espaces d'échange virtuel.

- Corps et religion.

Monia LACHHEB

APPEL A CONTRIBUTION

L'Institut de Recherche sur le Maghreb Contemporain (IRMC-Tunis) lance un appel à contribution pour un ouvrage collectif : Penser le corps au Maghreb. Les propositions de contribution, d'une longueur de 3000 signes, sont à envoyer avant le 28 février à corps.maghreb@gmail.com. Les textes définitifs sont attendus, au plus tard, le 27 juin 2011. Ceux qui seront définitivement acceptés paraîtront dans l'ouvrage collectif au premier trimestre de l'année 2012.

Dates importantes :

Date limite pour l'envoi des résumés :
28 février 2011.

Notification d'acceptation des résumés :
30 mars 2011.

Envoi des textes définitifs :
27 juin 2011

Comité Scientifique :

Pierre-Noel Denieul (IRMC - Tunis), Mohamed Tozy (Université Hassan II - Casablanca), Jean-Marie Brohm (Université de Montpellier III), Monia Lachheb (Université de la Manouba - Tunis), Florence Martin (Goucher College), Carmen Boustani (Université de Beyrouth), David Le Breton (Université de Strasbourg), Nouria Benghabrit-Remaoun (CRASC), Mohamed Kerrou (Université de Tunis), Ratiba Hadj-Moussa (York University - Toronto), Kmar Bendana (Université de la Manouba - Tunis), Michel Raspud (Université de Grenoble I), Imed Melliti (Université de Tunis).

COMMUNIQUÉ DE L'ÉQUIPE DES CHERCHEURS DE L'IRMC

L'immense mouvement populaire tunisien, à la fois inattendu et en gestation depuis longtemps, a engagé le pays dans un vaste débat démocratique. Les chercheurs de l'IRMC tiennent à exprimer leur soutien à cette vague salvatrice et innovante.

Dans leurs traditions d'interrogation et d'interprétation des faits sociaux, les sciences sociales sont particulièrement interpellées par ces événements. Entre l'analyse scientifique qui nécessite un recul et l'urgence de l'implication au présent, tout les invite à apporter leur contribution professionnelle à cette révolution de la rue et des esprits.

Que nous soyons historiens, géographes, économistes, sociologues ou anthropologues, juristes ou politologues, psychologues, philosophes ou littéraires, chacun sera désormais conduit à repenser ses concepts de *jeunesse*, de *solidarité* et *lien social*, d'*identité*, puis de *gouvernance*, de *citoyenneté*, d'*information* et *communication*, mais aussi de *développement régional*, de *mouvement social*, de *révolution*, de *transition*...

Cette onde de choc devrait avoir un impact fort sur l'autonomie professionnelle de la recherche, sur la transmission et la diffusion des savoirs, ainsi que sur les

dynamiques d'évolution des institutions d'enseignement universitaire et de recherche scientifique.

L'IRMC a souhaité placer ces événements au cœur de ses prochaines actions scientifiques au Maghreb, et initier des débats et actions (séminaires, écriture d'articles, publication d'ouvrage), sur les thématiques du changement social et politique, de la communication numérique, de la contribution des sciences sociales à l'analyse des crises, et de l'écriture de l'histoire. A ce titre, il en appelle à la communauté nationale et internationale des chercheurs pour être force de proposition.

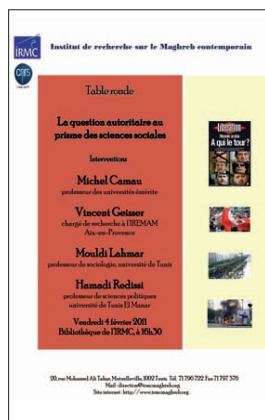
AGENDA DES MANIFESTATIONS ORGANISÉES PAR OU EN PARTENARIAT AVEC L'IRMC 2011

NDLR: Les manifestations programmées au mois de janvier ont été annulées ou reportées à une date ultérieure compte tenu des « événements » de Tunisie. De même les dates annoncées ci-dessous sont susceptibles d'être modifiées. Merci de demander confirmation par téléphone.

✓ 4 février 2011 (IRMC-Tunis)

La question autoritaire au prisme des sciences sociales

Table ronde organisée par l'IRMC, avec Michel CAMAU (professeur des universités émérite), Vincent GEISSER (chargé de recherche à l'IREMAM, Aix-en-Provence), Mouldi LAHMAR (professeur de sociologie, université de Tunis), Hamadi REDISSI (professeur de sciences politiques, université de Tunis-El Manar).



✓ 24 février 2011 (IRMC-Tunis)

L'archéologie en Tunisie (XIX^e-XX^e siècles) : jeux généalogiques sur l'Antiquité.

Présentation d'ouvrage par l'auteur : Clémentine Gutron (Historienne).

✓ 25 février 2011 (IRMC-Tunis)

L'orientalisme, et après ?

Séminaire animé par François POUILLON

(directeur d'études à l'EHESS-CHSIM, Paris) de 9h à 13h.

Orientalisme architectural et islamophobie à l'épreuve des "fous du Caire".

Conférence de Mercedes VOLAIT, (historienne, architecte chargée de recherche à l'EMAM, Tours), à 17h30.

✓ 2 Mars 2011 (IRMC-Tunis)

Conférence de Mohamed MAHJOUR (professeur de philosophie, directeur du Centre national de traduction), dans le cadre du cycle de conférences *Crise des sociétés, crise des identités ? questions aux philosophes* organisé en partenariat avec la faculté des sciences humaines et sociales de Tunis, sous la responsabilité de Zeineb BEN SAÏD-CHARNI.

✓ 4 mars 2011 (IRMC-Tunis)

Mondialisation et changement urbain

Présentation de l'ouvrage de Habib DLLALA (professeur de géographie, responsable de l'unité de recherche ECONURBA). Coordination de Sylvie DAVIET (Chercheuse en délégation CNRS à l'IRMC).

✓ 4-5 Mars 2011 (Tunis)

Réunion de lancement du programme de recherche de l'IRMC « le Maghreb et ses « africanités » : l'identité nationale au regard de ses « altérités » sous la responsabilité de Stéphanie POUESSEL, anthropologue et chercheuse post doctorante à l'IRMC.

✓ 8-9 mars 2011 (IRMC-Tunis)

Jeunesse et violence scolaire au Maghreb

Journées d'étude organisées par l'IRMC et l'Université d'Alger (Laboratoire de changement social), sous la responsabilité de Pierre-Noël DENIEUIL, Dorra MAHFOUDH et Sihem NAJAR

✓ 16 mars 2011 (Tunis)

Le texte à l'œuvre, en contexte colonial

Journée organisée en partenariat avec l'Ecole normale supérieure (ENS) Tunis, sous la responsabilité de Kaoutar HARCHI, doctorante en sociologie à l'Université Paris 3 et ancienne boursière à l'IRMC.

✓ 18 mars 2011 (IRMC-Tunis)

Identité de la femme algérienne ?

Conférence de Hallouma CHERIF (professeur de psychologie sociale, Université d'Oran).

✓ 25 mars 2011 (IRMC-Tunis)

La contribution dans l'univers du Web social Communication virtuelle en Méditerranée

Conférence de Serge PROULX (professeur à l'Ecole des médias, Faculté de communication, Université du Québec), dans le cadre du cycle de conférence IRMC *Communication virtuelle en Méditerranée*, organisé en partenariat avec le CAWTAR et l'IPSI.

MANIFESTATIONS SOUTENUES PAR L'IRMC

✓ 28-29 janvier 2011 (Istanbul)

Médiation publique dans les Métropoles du Maghreb et du Moyen Orient :

Concurrences foncières et accès au logement. Amman, Beyrouth, Casablanca,

Damas, Istanbul, Le Caire, Téhéran, Tunis

2^{ème} séminaire du programme AUF-MERSI organisé par l'Institut Français du Proche-Orient (IFPO) Damas en partenariat avec l'IRMC et coordonné par Valérie CLERC (responsable de l'observatoire urbain du Proche-Orient, IFPO)

✓ 5-6 février 2011 (Paris)

Maghreb des Livres 2011

Représentation de l'IRMC à la 17^{ème} édition du Maghreb des Livres

Sport, cultures et sociétés au Maghreb

L'Institut supérieur du sport et de l'éducation physique de Tunis (ISSEP Ksar-Said) est chargé de la formation des enseignants d'éducation physique et des entraîneurs sportifs. Cette formation, qui respecte les modalités du système LMD, regroupe des connaissances fondamentales en sciences biologiques et en sciences humaines et sociales et se complète par une connaissance didactique appliquées aux différentes pratiques sportives. L'institut decerne, par ailleurs, un Master en Sciences et Techniques des Activités Physiques et Sportives (STAPS), option sciences biologiques, sciences humaines ou encore didactique.

« Nous avons conscience que la connaissance du sport est la clé de la connaissance de la société » Norbert Elias et Dunning Eric.

L'Institut de Recherche sur le Maghreb Contemporain organise, en partenariat avec L'Institut Supérieur du Sport et de l'Education Physique de Tunis, le Cycle de Conférences : Sport, cultures et Sociétés au Maghreb. Le sport est, aujourd'hui, assimilé à un « fait social total » au sens où l'entend Marcel Mauss. En effet, il constitue une réalité multidimensionnelle qui agit et interagit avec le monde politique, économique et socioculturel. En tant que tel, le sport se trouve au cœur des intérêts publics et occupe ainsi une place considérable dans les sociétés contemporaines. Il devient le reflet des valeurs communautaires, le révélateur du développement et l'expression des contradictions sociales.



L'analyse socio-historique relative à la genèse du sport moderne révèle que le sport constitue une pratique occidentale qui reproduit les aspects distinctifs des sociétés ayant connu son émergence, son développement et sa diffusion. Le sport s'est imposé comme un fait de leur culture et comme contenu à apprendre par l'exercice de ses différents usages. Les pratiques sportives codifiées se distinguent assurément des modalités d'exercice des pratiques corporelles traditionnelles, notamment au Maghreb. Pourtant, elles ont connu une diffusion accélérée et se sont incorporées dans le mode de vie originel sous forme d'activités éducatives, de compétition et de loisir.

Le cycle de conférences s'intéresse particulièrement au sport compétitif. Les questionnements qui s'y rattachent sont incontestablement liés à une pluralité de significations inhérentes à la pratique sportive.

Ces significations renvoient aux enjeux du sport dans les sociétés contemporaines et ses conditions de présence au Maghreb. Elles éclairent l'instrumentalisation du sport pour l'affirmation d'une identité nationale à l'époque coloniale, les modes actuels d'investissement dans la pratique sportive et les valeurs qui leurs sont associées, les objections des formes de mise en jeu du corps dans le sport et les excédents exigés par l'engagement sportif, etc.

Dans une perspective pluridisciplinaire, historique, sociologique, anthropologique, il est question, dans le cadre de ce cycle de conférences, de procéder à une lecture du phénomène sportif et ses rapports aux déterminants socioculturels, les valeurs et les idéologies sous-jacentes, à travers les formes de manifestation et d'instrumentalisation des pratiques sportives. A l'heure de la flexibilité des frontières géographiques et de la facilité d'accès aux différents espaces médiatiques, la circulation des modèles culturels relève désormais des faits incontournables des sociétés actuelles. Etant objet d'une culture planétaire, le sport devient un enjeu s'inscrivant dans la logique du processus de la mondialisation/globalisation au sens où l'entend Jean-Pierre Warnier. A ce titre, il sera question de situer les problématiques liées au sport entre universalisme et particularisme en mettant en évidence les négociations possibles entre le local et le global. Dans cette perspective, les approches diachronique et synchronique seront mises en avant afin de rendre compte de la « dialectique de la durée » et d'apporter des regards aussi multiples que différents sur le sport, notamment au Maghreb.

Les conférences programmées, au nombre de quatre, couvrent une pluralité de champs de réflexion et s'articulent pour circonscrire la multidimensionnalité du phénomène sportif. Elles permettent, par ailleurs, d'éclairer les enjeux politiques et socioculturels du sport au Maghreb.

Thierry Terret (Université de Lyon I) trace les jalons de la conquête du monde par le sport moderne. De son invention à sa diffusion, les pratiques sportives échappent à leur bassin géo-politique initial, envahissent de nouveaux milieux culturels et s'infiltrent dans leurs modes de vie originels. Le fait sportif s'inscrit désormais dans la logique de la mondialisation. Il demeure néanmoins une modalité de pratique qui respecte les données du milieu culturel de sa manifestation.

Mahfoud Amara (Loughborough University) analyse les usages politiques du sport en Algérie à l'époque postcoloniale. En s'appuyant sur le football, il éclaire les modes d'instrumentalisation du sport pour la légitimation politique et la représentation internationale du projet de développement de l'Algérie.

Jean-Marie Brohm (Université de Montpellier III) s'attaque à la problématique du corps investi dans le sport. Le corps sportif est une forme de mise en jeu spécifique du corps imprégnée par les exigences de la pratique sportive compétitive. En tant que tel, le corps sportif se présente comme un corps globalisé qui ne tient pas compte de la dimension anthropologique du corps, notamment au Maghreb.

Anne Marcellini (Université de Montpellier I) développe une approche socio-anthropologique du handicap et des pratiques sportives investies par les personnes à besoins spécifiques. Une telle approche permet de mettre en évidence la dynamique de déstigmatisation par le sport et la contribution des pratiques sportives spécifiques dans l'amélioration de la participation sociale globale des personnes en situation de handicap.

Monia LACHHEB

1. Norbert, Elias et Dunning, Eric (1994), Sport et société. La violence maîtrisée, Paris, Fayard, p. 25.
2. Marcel, Mauss (1999), Sociologie et anthropologie, Paris, PUF.
3. Christian, Pociello (1997), Les cultures sportives, Paris, PUF.
4. Norbert, Elias et Dunning, Eric (1994), op. cit.
5. Jean-Pierre, Warnier (2004), La mondialisation de la culture, Paris, La Découverte.
6. Fernand, Braudel (1984), Ecrits sur l'histoire, Paris, Flammarion.

Publics des musées et des lieux d'expositions au Maghreb

Charlotte JELIDI est historienne de l'art et chercheuse à l'IRMC, où elle dirige le programme intitulé *Contribution par l'archive, au renouveau de "l'histoire coloniale". Evolution des villes maghrébines sous domination française et italienne. Urbanisme, architecture, Patrimoine.* Elle a en outre, la responsabilité du groupe de travail sur la muséographie et les publics au Maghreb à l'IRMC.

Les 1^{er} et 2 octobre dernier, l'Institut de Recherche sur le Maghreb contemporain (IRMC) a organisé, à Sidi Bou Saïd, deux journées d'études sur le thème Les publics des musées et des lieux d'exposition au Maghreb, réunissant près d'une vingtaine de chercheurs et professionnels (directeurs d'institution, muséographes, chargés d'études, etc.), français et maghrébins, travaillant sur le Maroc, l'Algérie et la Tunisie. Cette rencontre a fait suite à une première réunion qui s'est tenue en octobre 2009, en partenariat avec le musée du Bardo, autour de la question de la muséographie et des publics, et qui réunissait des intervenants du Maghreb, d'Europe mais aussi du Québec. L'IRMC a souhaité poursuivre les débats initiés alors, tout en recentrant la focale sur le Maghreb. En effet, depuis quelques années, on observe que le paysage muséal maghrébin est en pleine recomposition, mué par une dynamique nouvelle. Des espaces sont créés, ouverts

(la Fabrique culturelle des Abattoirs à Casablanca, les Villas des Arts de Rabat et Casablanca, le musée d'art arabe Lalla Hadria à Djerba, le Musée du patrimoine traditionnel de Djerba, le Musée d'Art moderne d'Alger, etc.) ou encore en projet (le musée d'Art moderne de Rabat par exemple). D'autres lieux sont totalement réaménagés, à l'instar du Musée Bardo à Tunis ou du musée archéologique de Cherchell de Tipasa. Par ailleurs, des réformes de la législation relative aux musées sont en chantier. Des masters en muséologie sont ouverts en Tunisie et au Maroc, à défaut de voir le jour en Algérie, etc. C'est dans ce contexte de reconfiguration profonde que l'IRMC a souhaité mettre en débat la place des publics dans les musées et lieux d'exposition au Maghreb, à travers trois sessions thématiques.

Session 1 : Muséographie et expographie : internationalisation ou prise en charge des particularismes culturels

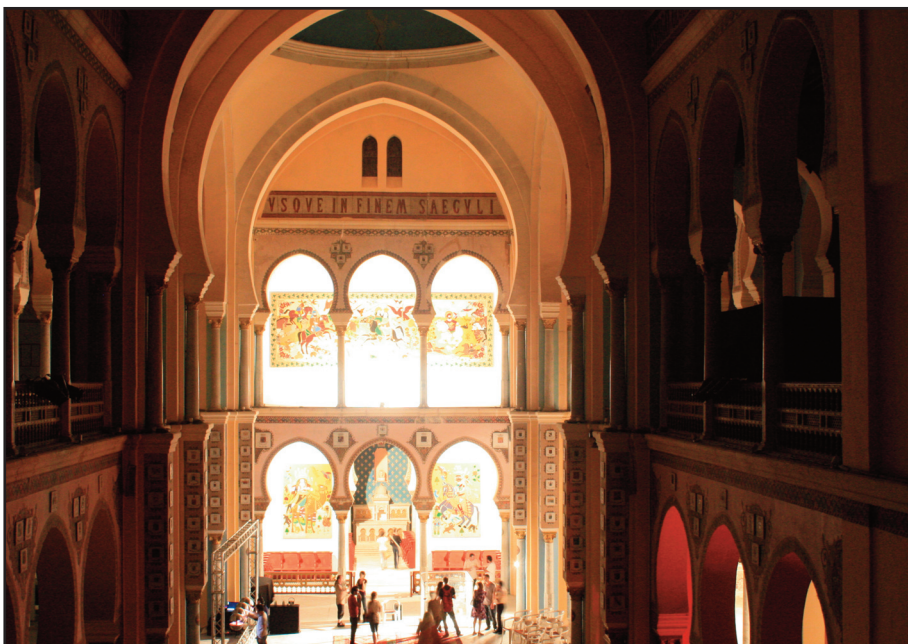
La présentation d'études de cas très diverses a permis de questionner l'usage des normes muséographiques et expographiques internationales, leur pertinence et leur efficacité. Les contributions ont mis en évidence le fait que ces standards sont toujours pris comme des référents au Maghreb puisque les acteurs définissent toujours leurs travaux en fonction d'elles, tantôt en déclarant s'aligner dessus, tantôt en affirmant qu'il



faut en trouver de nouvelles adaptées aux particularismes de la région. Certains intervenants ont mis en évidence la mise en échec du public par l'utilisation de modes opératoires importés et inadaptés au contexte local, renvoyant à l'interrogation suivante : existe-t-il une notion locale du musée ? La solennité des musées et lieux d'exposition tels que conçus au nord de la Méditerranée semble totalement inadaptée au public du Maroc, où le taux d'analphabétisme est élevé, et à celui des autres pays du Maghreb, où les habitants ne sont pas sensibilisés à l'art. Faire de ces lieux de culture des lieux de vie, à l'image de la Fabrique des Abattoirs de Casablanca, est une des réponses qui a été envisagée lors de cette matinée.

Session 2 : Les musées au Maghreb et leurs publics : le poids de l'histoire ?

Les intervenants de cette session ont posé la question du poids de l'histoire dans la médiation actuelle de certains musées et son impact sur les publics mobilisés, en se demandant si des institutions créées en situation coloniale et sous-tendue par une certaine idéologie périmée sont adaptées aux publics actuels. Il existe en effet un lien historiquement fort entre le Maghreb et la France et sa conception du musée, puisque dans les colonies comme dans les Protectorats a été transposé un modèle patrimonial alors en gestation en métropole. Cette session a été l'occasion de débattre de la manière dont les états



ACTUALITÉS DE L'IRMC

nations indépendants se sont réappropriés, après les Indépendances, des institutions créées en contexte colonial. Les contributeurs ont mis en évidence une certaine inadéquation entre un projet d'origine colonial et les besoins des publics actuels, en particulier lorsqu'il s'agit de musées d'art et traditions populaires, comme ceux développés au Maroc par le résident général Lyautey.

Session 3 : Quelle(s) médiation(s) pour quel(s) public(s) ?

Les intervenants de cette dernière

session se sont intéressés aux politiques de médiation, et à leur adaptation en fonction des publics qu'elles visent, aux stratégies mises en œuvre pour capter différentes catégories de publics : touristes, public local (et quel public local ?), jeunes enfants, public handicapé, etc. Rapidement la question s'est inversée : comment créer des publics et pour quels musées ? Les contributeurs ont mis en lumière la diversité des réponses selon que l'on parle d'institution déjà existante (le musée est là et l'on doit cibler son public) ou qu'il s'agisse d'un musée projeté où le public

peut être pensé en amont du chantier. Les moyens de convier au musée le public dit « empêché » ont longuement été discutés ; les participants ont alors infirmé l'idée souvent répandue que le principe de gratuité est à lui seul une réponse à la non fréquentation des musées. Par ailleurs, l'importance du type de personnel mobilisé (conservateur, historiens de l'art, et/ou gestionnaire) et celle de sa formation ont également été mis en évidence.

Charlotte JELIDI

PARTICIPANTS DU GROUPE DE TRAVAIL :

Habib Ben Younès (INP, Tunis), Francesca De Micheli (EHESS), Pierre-Noël Denieul (IRMC), Ali Drine (INP, Tunis), Bernadette Dufrene (Université Paris Ouest Nanterre), Aadel Essaadani, (Fabrique culturelle des abattoirs de Casablanca), Hassan Ezzaïm (Villa des arts, Casablanca et Rabat), Fabrice Flahutez (Université Paris-Nanterre), Tahar Ghalia (Musée national du Bardo, Tunis), Soumaya Gharsallah-Hizem (INP, Tunis), Emilie Goudal (IRMC),

Hayet Guettat Guerhazi (Cabinet du Ministre de la Culture, Tunis), Charlotte Jelidi (IRMC), Yassine Karamti (Université de Tunis), Tanit Lagüens (IRMC), Selma Ouissi (festival Dream City, Tunis), Nabila Oulebsir (Université de Poitiers), Néjib Sellaouti Néjib (Musée du patrimoine traditionnel, Djerba, Tunisie). Et aussi, en tant que modérateurs : Manon Blanchette (Société des directeurs des Musées montréalais, Canada), Jacqueline Eidelman (CNRS/Direction des Musées de France) et Elisabeth Neuville (ancienne responsable du Musée Borda à Dax).

La recherche en sciences humaines et sociales en Algérie

Cette journée a fait suite à la conférence universitaire tenue les 17 et 18 octobre, organisée au CERIST d'Alger par l'Université de Boumerdes, le Ministère algérien de l'enseignement supérieur et de la recherche, et l'ambassade de France, dont le SCAC d'Alger. Les organisateurs l'ont placée sous l'égide de la « longue histoire de la coopération algéro-française », dans une volonté de la renforcer en mettant en place des structures non plus ponctuelles mais « pérennes et durables ». A ce titre a été mis en avant le souci de « structurer les moyens et de renforcer la mobilité des chercheurs », en considérant les centres de recherche comme des « satellites » de l'université.



Nous nous intéresserons plus particulièrement dans ce papier à l'une des trois tables rondes organisées à cette occasion, qui était consacrée aux SHS en Algérie et dont les modérateurs étaient Yacine Ferferah (CREAD) et Pierre-Noël Denieul (IRMC).

De la réponse aux appels d'offre à la publication des travaux, premières difficultés. Il a tout d'abord été constaté une désaffection de la présence des SHS dans la réponse aux appels d'offre (constat de l'AUF), proportionnellement à la part des autres sciences. L'une des causes parmi d'autres pourrait tenir au fait que, malgré un accroissement remarqué de la visibilité des appels d'offre, « les chercheurs en SHS ne sont pas bons en montage de projets ». A ce titre il a été donné le cas de l'université Paris 8 dont la cellule d'appui à la recherche assure avec succès la mise en contact des chercheurs et la préparation des dossiers ; tel est aussi le cas du CNRS. De même s'est posée la question de la coédition, dont on a appelé au développement entre l'Algérie et la France, en insistant sur l'enjeu fort que représente le livre dans les SHS, alors que les autres sciences privilégient plutôt la publication d'article. Il a de même été noté,

en ce qui concerne la production internationale, la difficulté des chercheurs algériens à trouver une place dans des revues indexées.

Quelques expériences du « paysage » SHS. En amont de la recherche, plusieurs cas de centres de recherche ont été évoqués, comme autant de métaphores, et d'idéaux types, cas par cas, de la diversité de la recherche en sciences humaines et sociales.

- **L'IRMC Tunis** tout d'abord, caractérisé par sa pratique pluridisciplinaire, sa vocation régionale (non bilatérale mais multilatérale sur le Maghreb et notamment dans une relation tuniso-algéro-française) et sa propension à la mise en réseau.

- **Le CRASC d'Oran** qui a noué dès 1992 une pratique de recherche collective dans un contexte d'isolement international et de lent accompagnement des jeunes chercheurs, dans des relations avec la France souvent personnalisées et dispersées.

- A été mentionnée l'expérience des **centres d'archéologie historique**, combinant une logique scientifique et une logique politique de sauvegarde de la mémoire, travaillant tout à la fois sur la muséographie, le patrimoine immatériel et la connexion de l'archéologie préventive avec

les sciences de la terre, physiques et expérimentales.

- Mention fut faite de l'**IMERA**, Institut Méditerranéen en recherches avancées, qui accueille des chercheurs en équipes pluri ou transdisciplinaires, et s'inscrit dans la formation d'équipes de jeunes chercheurs.

- Le responsable des **réseaux des MSH**, pour la plupart incluses dans les universités, a précisé que les SHS n'auront une portée notable que si elles avancent organisées si ce n'est regroupées, sous peine de rester cantonnées au rôle de commentaires ou d'alibi pour les autres sciences. Il a insisté sur la nécessité d'infrastructures de recherches partagées et en réseau, particulièrement favorables pour l'encadrement des étudiants.

- En ce qui concerne les initiatives nationales dont peuvent bénéficier les centres de recherche, il a été souligné l'importance de certains programmes fédérateurs comme les **FSP Maghreb**. Ils ont été porteurs par leurs thématiques puis en suscitant à la fois des implications institutionnelles et des implications plus individualisées de doctorants largement soutenus à cette occasion.

Les doctorants. En aval de la recherche, l'assistance a beaucoup évoqué la question des doctorants qui ne sont pas toujours à la hauteur des résultats attendus. 10 % du potentiel des encadrants dirige 70 % des doctorants, dont beaucoup ne finissent pas leur thèse, et dont de nombreux sont des enseignants et maîtres-assistants des universités.

L'augmentation des cotutelles a été reconnue comme un bon ancrage dans la coopération par la recherche. Toutefois, il semble que l'initiative du choix de l'encadreur et de l'université de cotutelle doit moins résulter de la prospection personnelle de l'étudiant « se débrouillant seul » que s'inscrire dans la continuité d'un réseau de laboratoire associant au préalable, dans une entente mutuelle, les deux futurs encadreurs (« la cotutelle ne peut que résulter d'autres pratiques, elle est avant tout le « produit de »... »).

Touchant au travail de thèse, les participants ont insisté sur la question de la langue qui est à la fois objet d'enseignement, objet de recherche, puis outil de recherche et véhicule du savoir. A ce titre, à propos de l'idée ancrée dans le FSP de contribuer à la fabrication d'un

dictionnaire bilingue en SHS, l'assistance a préconisé le développement et le lancement d'équipes de traductions des travaux, tout en ne cachant pas la difficulté à traduire les différentes acceptions d'un concept.

A été posée la question des demandes d'accueils d'étudiants algériens, déposées auprès des universités françaises, souvent « décalées » et ne relevant pas de la compétence des laboratoires sollicités. Réponse a été faite par le souci de mieux interroger le solliciteur de stage sur sa motivation, et d'établir à cette occasion un lien avec son encadreur ou son équipe de tutelle, occasion supplémentaire d'élargir le réseau.

Retour des SHS sur elles-mêmes : structurer le réseau et porter un regard réflexif. Les participants ont particulièrement insisté sur le rôle à jouer du réseau en SHS. Le « réseau » est ici conçu comme une chaîne de structuration qui se développerait en spirale : il existe un réseau initial qui renvoie à la structure de base que constitue un laboratoire ou centre de recherche (les chercheurs doivent s'y parler et y communiquer dans l'interdisciplinarité); ils s'en réfèrent alors aux structures nationales qui abritent le montage des projets communs ; c'est alors qu'intervient le réseau international construit sur la base des structurations antérieures et porteur de nouvelles mutualisations (« Un réseau doit « mettre ensemble » sur des structures d'intérêt commun »).

Remettant en cause la portée de la seule démarche dite « bilatérale », il a été suggéré de s'adonner à un regard résolument multilatéral et tenant compte des coopérations collectives entre chercheurs et institutions multiples.

S'est posé en fin de séance, le souci de pérennisation et de prolongation du réseau une fois l'achèvement d'un programme de recherche (dont la durée s'étale généralement sur une à trois années).

Puis dans le cadre d'un travail plus réflexif des SHS sur elles-mêmes, les participants ont réinterrogé la notion d'aire culturelle (qui du Maghreb semble s'étendre au concept de Méditerranée), puis celle de

thématique transversale (migrations et mobilités, développement durable, aménagement urbain etc...)

Préconisations. Se souciant de voir déboucher leur débat sur des préconisations, les participants de la table ronde ont proposé d'élaborer :

Un état des lieux informatif, permettant de mieux formaliser les soutiens institutionnels à la coopération algéro-française. Identifier des pôles et des dispositifs porteurs. A ce titre a été lancé, dans un contexte de fin d'une période d'individualisation des actions de recherche, un appel à la capitalisation des travaux existants et de centralisation, par les structures nationales de recherche de l'acquis accumulé à ce jour.

Un annuaire thématique, pour la partie française, des étudiants, français, algériens (ou maghrébins), menant dans les universités françaises des thèses sur l'Algérie ou le Maghreb.

Conclusions et propositions. Tout comme elle fut ouverte, cette journée a été conclue par M. Arouag, directeur de l'enseignement supérieur et de la recherche, qui a annoncé, entre autres, les mesures suivantes :

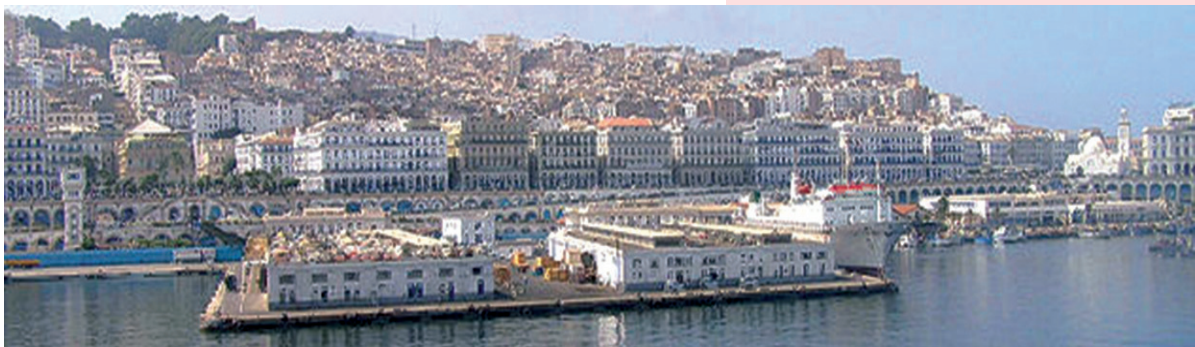
La mise en place d'un site web pour cumuler des informations sur l'ensemble des chercheurs qui ont participé à ces journées de coopération. Par la suite donner l'information sur l'ensemble des projets qui se mettent en place (téléchargement possible).

Mise en place à Alger d'une cité de la science combinée à une maison de la découverte.

Mise en place de réseaux thématiques rassemblant une pluralité de nationalités : algériens, algériens de France, autres nationaux.

Mise en place d'une rémunération des encadrants étrangers sur la base du statut de professeur invité dans les laboratoires algériens.

Pierre Noël DENIEUIL



LIEUX DE RECHERCHES

Cette nouvelle rubrique a pour but de présenter et de mettre en valeur des lieux de recherche (institutions, laboratoires), promouvant la recherche en SHS tant sur le Maghreb et le monde arabe que depuis la France ou l'Europe

CAWTAR (TUNIS)



Le Centre de la femme arabe pour la formation et la recherche (CAWTAR), qui siège à Tunis, est un organisme non gouvernemental international qui œuvre à travers toutes les activités scientifiques qu'il assure (la recherche, la formation, la constitution de réseaux et le plaidoyer) pour la promotion de la femme arabe à travers une meilleure compréhension de son statut et une connaissance plus précise de son rôle.

L'objectif principal du CAWTAR est de fonctionner comme structure permanente de ressources pour la région arabe, notamment par le développement de la recherche et le renforcement du partenariat et des réseaux entre les différents intervenants dans le domaine de la femme.

Le CAWTAR considère que cette connaissance constitue un des mécanismes permettant de promouvoir la participation effective de la femme au développement intégral et durable.

Les objectifs du CAWTAR sont l'autonomisation/renforcement de la femme en vue de parvenir à une égalité des genres et la réduction des écarts dû au genre pour réaliser un développement durable.

Le CAWTAR adopte pour tous ses programmes et activités l'approche des droits humains et l'approche genre.

Sur la base de son plan d'action stratégique 2010-2015, les projets, programmes et activités du CAWTAR s'articuleront autour de ces 3 axes suivants :

1/ L'autonomisation / renforcement économique, politique et socioculturel de la femme

- * L'adolescence
- * Femme et prise de décision
- * La participation politique de la femme
- * La participation économique de la femme
- * La violence basée sur le genre

2/ La femme et la gestion des ressources naturelles : le genre et la gestion de l'eau

3/ Les politiques et mécanismes pour améliorer le statut de la femme arabe

- * Genre et Droits humains
- * Femme et législations
- * Femme et media



EMAM (TOURS)



L'Equipe Monde Arabe et Méditerranée (EMAM) du laboratoire CITERES (UMR 6173) de l'Université François Rabelais de Tours, est l'une des trois équipes spécialisées en France sur le monde arabe, appréhendé dans ses relations avec l'Europe – en particulier méditerranéenne – et d'autres espaces. Le caractère pluridisciplinaire de l'équipe, composée de géographes, d'anthropologues, d'historiens, d'économiste/démographe et d'aménageur, autorise à reconnaître, dans ses travaux et ses projets, des méthodes et des concepts communs à l'ensemble des membres, qui correspondent à des évolutions générales des sciences humaines et sociales de ces dernières années :

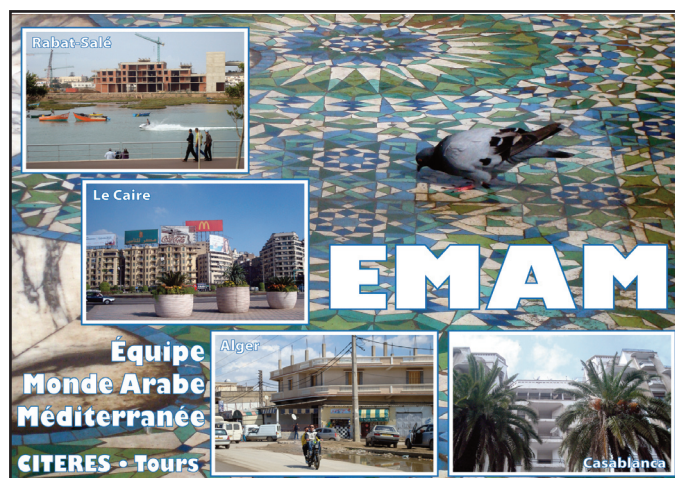
La prise en compte de la complexité, de la mobilité et de la circulation, de l'interaction entre différents individus, groupes ou institutions, ainsi que la part d'imprévisibilité dans l'action et la prise de décision ; l'attention accordée aux discours et aux représentations, comme "ressources" opératoires dans le champ de l'action ; enfin, la combinaison de différentes échelles d'observation, avec notamment le recours à l'échelle "micro-géographique", "micro historique", ou biographique.

Les thématiques ainsi que la démarche aboutissent, dans tous les cas, à repenser le rapport entre le "monde arabe" et "l'Occident". Elles constituent ainsi, un socle de discussion et d'échange avec des spécialistes d'autres aires culturelles, notamment d'Europe occidentale. L'équipe poursuit ses efforts pour renforcer le réseau de chercheurs du monde arabe, mieux construire les connexions avec, en priorité, ceux sur la rive nord de la Méditerranée et poser les jalons d'une véritable transversalité dans les thématiques. L'ambition est de contribuer à la construction d'une véritable coopération euro-méditerranéenne sur le plan de la formation et de la recherche, en mettant en place des collaborations amples, équilibrées et autant que

possible diversifiées entre chercheurs du monde arabe et de la rive nord de la Méditerranée. Dans cette optique, la démarche comparative s'impose comme une perspective nécessaire pour dépasser la fragmentation de la recherche et gagner en profondeur théorique et historique, en travaillant sur les concepts et les notions ; une posture nécessaire dans un contexte où les répercussions de la mondialisation sur les dynamiques sociales les soumettent à des tensions particulières.

Les recherches d'EMAM s'articulent autour de deux thématiques principales : 1) la ville ; 2) les circulations et les transferts de modèles culturels et se déclinent en trois axes de recherche.

- Axe 1 : Fabriques et pratiques de l'urbain dans le monde arabe
- Axe 2 : Christianisme oriental, Islam et Occident
- Axe 3 : Sociétés nomades et rencontres des cultures (Afrique du Nord et de l'Ouest).



INFORMATIONS DE LA COMMUNAUTÉ SCIENTIFIQUE

HORAIRE**Horaires d'ouverture
de la salle de lecture****Janvier-juin/septembre-décembre :**
les jours ouvrables, du lundi au vendredi :**9h -17h****Juillet :** les jours ouvrables, du lundi au
vendredi : 8h30 à 14h30**Fermeture annuelle :**
du 9 au 31 d'août**LA BIBLIOTHÈQUE
EN CHIFFRES****4803****Nombre de visiteurs en 2010****5329****Nombre de consultations en 2010****22****Moyenne de visiteurs par jour en 2010****307****Nombre de nouveaux visiteurs en 2010****487****Nombre de nouvelles acquisitions en 2010****SÉMINAIRES ET COLLOQUES****✓ 20-22 février 2011, Ouargla (ALGERIE)***Actualité de la recherche en didactique du français et de l'apprentissage en français en contexte plurilingue*

Colloque international organisé par le Laboratoire National de Didactique : LANADIF, «TICE, Nouvelles Littératures et Apprentissage en FLE en Contexte Plurilingue ». Contact du colloque : reception.colloquelanadif@gmail.com

✓ 21-25 février 2011, Valladolid (ESPAGNE)*L'esclavage aux époques médiévale et moderne*

Séminaire organisé dans le cadre du programme EURESCL (7e PCRD - Sciences Socio-économiques et Humaines), École des hautes études hispaniques et ibériques (Casa de Velázquez, Madrid), Instituto Universitario de Historia Simancas (Valladolid) Coordination : Fabienne GUILLEN, Université de Pau et des Pays de l'Adour. Lieu : EHEHI, Casa de Velázquez. Contact : Flora Lorente : ehehi@cvz.es

✓ 27-28 février 2011, Ouargla (ALGERIE)*Identité, espaces sociaux et changements socioculturels en Algérie*

Séminaire international organisé par le département de sociologie, Faculté des sciences humaines et sciences sociales de l'Université Kasdi Merbah, Ouargla.

Contact : Mohamed El Mahdi BENAÏSSA : idespasochanso2010@gmail.com

✓ 8-10 mars 2011, Tunis (TUNISIE)*Jeunesse et dynamiques d'intégration*

Colloque international organisé par le département de sociologie de l'Institut supérieur des sciences humaines de Tunis (ISSHT). Contact : Maher TRIMECHE : sasouriri@yahoo.fr

✓ 10-11 Mars 2011, Tunis (TUNISIE)*La presse en Tunisie et dans les pays méditerranéens durant un siècle (1860-1960)*

Colloque international organisé par l'Institut de Presse et des Sciences de l'Information et l'Institut Supérieur d'Histoire du Mouvement National, en collaboration avec la Bibliothèque Nationale. Pour plus de renseignements : ipsi@ipsi.rnu.tn

✓ 17-19 mars 2011, Meknès (MAROC)*Viellissement de la population dans les pays du Sud : famille, conditions de vie, solidarités publiques et privées... État des lieux et perspectives*

Colloque international pluridisciplinaire organisé par l'université Moulay Ismaïl de Meknès, en collaboration avec l'université de Tours et l'UMR CITERES (équipes COST et EMAM), et avec l'appui du CEPED. Contact : Laurent NOWIK : laurent.nowik@univ-tours.fr ; site internet du colloque : http://sites.google.com/site/colloquemeknes

✓ 23-25 mars 2011, Tunis (TUNISIE)*La lecture intergénérationnelle*

Colloque organisé par l'Institut Supérieur de Documentation (ISD), la Fédération des associations des amis de la bibliothèque et du livre (FENAAABIL) et la section de l'alphabétisation et de lecture de l'IFLA.

intergeneration.reading@gmail.com

**APPEL À CONTRIBUTIONS
POUR COLLOQUES****✓ Marne-La-Vallée (FRANCE)***Faire la ville durable, inventer une nouvelle urbanité*

Colloque international organisé en partenariat entre le commissariat général au développement durable, l'établissement public d'aménagement de Marne-la-Vallée et le PRES Université Paris-Est. Contact : Frédéric de Coninck : frederic.deconinck@univ-paris-est.fr

✓ Paris (FRANCE)*Temps, rythmes et temporalités en géographie*

Rencontre de jeunes chercheurs organisée le 8 avril 2011 à l'Institut de géographie des doctorants de l'École doctorale de géographie de Paris. Toutes les propositions de communication sont à envoyer par mail à : doctorants.edparis@gmail.com

✓ Grenoble (FRANCE)*Sociologie des systèmes complexes*Appel à communications du réseau thématique 32. La complexité et l'émergence sociales sont à l'ordre du jour du RT 32 « Sociologie des systèmes complexes » de l'Association française de sociologie. Les propositions de communications doivent être envoyées aux responsables avant la **fin janvier 2011**. Elles doivent être envoyées à Pascal.Roggero@univ-tlse1.fr**✓ Lisbonne (PORTUGAL)***Les monarchies ibériques : de la Méditerranée à l'Atlantique (XVe-XVIIIe siècle)*Séminaire d'histoire moderne de la Casa de Velázquez. Date limite : **14 février 2011**. Contact : cham@fch.unl.pt**✓ Agadir (MAROC)***Sociologie et littérature : une relation incestueuse ?*Colloque organisé par la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines, Université d'Agadir. Les propositions de communication sont à adresser avant le **15 février 2011** : Brahim LABARI : labarib@yahoo.ca**✓ Sousse (TUNISIE)***7ème journée d'Economie Monétaire et Bancaire MOFID 2011 Monnaie Modélisation Financement Développement*Journée organisée par Le groupe de recherche en Monnaie Finance et Modélisation (FIMOD), avec le soutien de l'Association des Economistes Tunisiens. Date limite : **28 février 2011**. Contact : jemob2011@yahoo.fr

INFORMATIONS DE LA COMMUNAUTÉ SCIENTIFIQUE

▼ Toulouse (FRANCE)

Séminaire IDEMEC : « Appartenances » Atelier doctoral « Faire de l'histoire sociale »

Journées de séminaires (Dé)construire l'ordre social - Espace méditerranéen, XVe-XIXe siècle L'atelier est ouvert aux étudiants de doctorat ou post-doctorat (20 places). Date limite de candidature : **28 février 2011**. Contact : judde@univ-tlse2.fr

▼ Sherbrooke (CANADA)

Le Tiers-Monde au temps de la décolonisation. Enjeux, espoirs et limites

Colloque international organisé par le Chaire Lucienne-Cnockaert et le département d'histoire de l'Université de Sherbrooke

Envoyer vos propositions de communication d'environ 300 mots avant le **1er mars 2011**. Contact : Pascal Scallon-Chouinard : pascal.scallon-chouinard@usherbrooke.ca

APPEL À CONTRIBUTIONS POUR REVUES

Sociologie et anthropologie. Convergences / croisements / dissonances

Pour le numéro 2- 2012 de La revue l'Année sociologique. Numéro thématique sous la direction de Francis Afférgan et Erwan Dianteill. Les articles pour ce numéro thématique sont attendus au plus

tard le **01 février 2011**. Contact : Francis Afférgan : nagreffa@aol.com ; Erwan Dianteill : erwan.dianteill@parisdescartes.fr ; methodological.workshop@crasc.org

Le consommateur (malin?!) face à la crise

Pour la revue *Consommations et Sociétés*, Collection : "Dossiers Sciences Humaines et Sociales". Coordinateurs du numéro : Fabrice Clochard, Dominique Desjeux et Stéphane Gouin. Les propositions (1 à 2 pages) sont à faire parvenir avant le **15 février 2011**, par e-mail à l'adresse suivante : fabriceclochard@hotmail.com

AUTRES INFORMATIONS

▼ Concours de thèses du CTHS (2011)

Le Comité des travaux historiques et scientifiques (CTHS) lance en 2011 la troisième édition du concours de thèses. Celui-ci est ouvert aux jeunes docteurs ayant soutenu une thèse d'histoire (y compris d'histoire des sciences et des techniques) rédigée en français entre le 31 octobre 2009 et le 31 décembre 2010. Les inscriptions pour la session 2011 seront enregistrées jusqu'au **1er mars 2011**. À l'issue de ce concours, les thèses sélectionnées seront publiées dans la collection CTHS-Histoire.

Contact : Clémence de Clavière : clemence.nogarede@recherche.gouv.fr ; Tél. : (+33) 1 55 95 89 13.

▼ Bourse Eugène Fleischmann

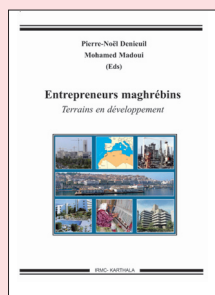
La Société d'ethnologie offre chaque année une « Bourse Eugène Fleischmann » destinée à soutenir un jeune docteur ou un doctorant en fin de thèse pour mener à bien une recherche post-doctorale originale et innovante en épistémologie, ethnologie ou sociologie comparative, ethnomusicologie ou ethnologie préhistorique. Le montant de la dotation est de huit mille euros. Date limite : 1er mars 2011. Contact : societe.ethnologie@mae.u-paris10.fr <http://www.mae.u-paris10.fr/socethno/bourse.htm>

▼ Agence universitaire de la Francophonie

L'AUF présente son nouveau portail « Savoirs en partage » qui offre de nouveaux services à la communauté universitaire internationale. Il est accessible en ligne à l'adresse suivante : <http://www.savoirsenpartage.auf.org/>

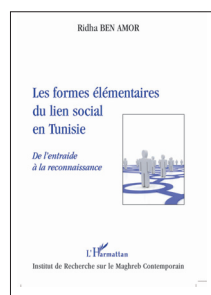
Pour toute proposition d'insertion d'informations (appels à communications, contributions ou autres), merci de contacter le service communication de l'IRMC : hayet.naccache@irmcmaghreb.org

PUBLICATIONS DE L'IRMC



Pierre-Noël Denieul et Mohamed Madoui (Ed.), 2011, *Entrepreneurs maghrébins. Terrains en développement*, coll. Hommes et sociétés, IRMC-Karthala, Paris. 446 p. 9782811104641.

À partir d'approches localisées et basées sur des enquêtes de terrain, cet ouvrage explore la diversité de l'entrepreneuriat maghrébin en Algérie et en Tunisie, à la lumière d'une expérience libyenne et de l'analyse de la notion « d'informalité » dans l'économie marocaine.



Ridha Ben Amor, 2011, *Les formes élémentaires du lien social en Tunisie. De l'entraide à la reconnaissance*, coll. Sociologie-anthropologie des mondes méditerranéens, IRMC-L'Harmattan, Paris, 244 p. ISBN : 978-2-296-14010-3.

Cet ouvrage constitue une contribution de poids à la réflexion sociologique concernant le lien social (familial, générationnel, résidentiel) en Tunisie. Il questionne notamment les formes de l'entraide dans le cadre des groupes primaires (famille, amis, voisins) à la lumière des changements sociaux ayant affecté la société tunisienne.

Sous presse

Lamia Zaki (dir.), 2011, *Enjeux professionnels et politiques de l'action urbaine au Maghreb*, coll. Hommes et sociétés, IRMC-Karthala, Paris, 287 p.



الخطوط التونسية
TUNISAIR

Transporteur Officiel

Responsable de la Lettre de l'IRMC : Pierre-Noël Denieul
Responsable Communication : Hayet Naccache
Secrétaire de rédaction : Romain Costa
Conception graphique et PAO : Bisma Ouraïed

IRMC, 20 rue Mohamed Ali Tahar, Mutuelleville, 1002 TUNIS
Tél : (+216) 71 796 722 / Fax : (+216) 71 797 376
E-mail : direction@irmcmaghreb.org
Site internet : www.irmcmaghreb.org